

L'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

Du 29/6/72 au 12/7/72 N° 154
Spécial « Algérie »

VIVE LE 10^{ème} ★ ANNIVERSAIRE



DE LA VICTOIRE DU PEUPLE ALGÉRIEN

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1 étudiant, soutien HR	50	Des camarades atlantiques	5
1 élève assistante sociale	20	Des camarades atlantiques	10
Des camarades de l'Atlantique, soutien à HR	30	1 maître auxiliaire de l'Ouest	10
1 travailleur	5	Anonyme	25
Soutien à HR en plus de ma commande de Brochures	26	Soutien à HR	23,50
S. permanente G.M.	3	Anonyme Paris	10
Soutien à notre presse	10	Souscription permanente sympathisants	50
1 lycéen au service du prolétariat	0,50	Le M-L triomphera	78,80
Disciples de F. Marty	40	Soutien à HR en plus de mon abonnement	25
S. permanente Cercle Oulianov	60	Cercle P.E., 2 ^e versement juin	60
S. permanente. Une vieille militante	20	Devant un prisunic	0,50
1 travailleur des Travaux publics	0,50	1 enseignant stalinien	0,50
1 travailleur algérien	0,50	Une camarade	2
Ni révisionnisme ni gauchisme. Une seule voie, celle du marxisme-léninisme	200	A.L.T. soutien à HR	101,50
En hommage à F. Marty, un ouvrier ML stalinien	20	1 vieux montmartois, fils de communard	5
Des communistes ML staliens	100	Total de la semaine	993,80
Anonyme	1,50	Total général précédent	200 797,38
		Total général déjà utilisé pour les dettes de HR	201 791,18

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsetoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs)

Date :

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

Soutien aux grévistes des Nouvelles Galeries (collecte)	85,50	ville devant un prisunic	6,75
Pour le soutien aux travailleurs des N. G.	25	Pour les travailleurs de Thionville. Collecte par militants de base, HR et CDP sur un marché	86,70
Sur un marché	16,20	Soutien à la grève des N.G. de Thionville	20
Soutien aux grévistes Thionville	22	Pour les grévistes de la S.C.P.C.	4
Collecte pour S.C.P.C.	100	Total Secours Rouge Proletarien	391,15
Pour la juste lutte de la S.C.P.C.	25		
3 ^e collecte S.C.P.C.-Thionville			

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

POURQUOI 24 PAGES ?

Célébrant le 10^e anniversaire de l'Indépendance nationale de l'Algérie, nous tenons à donner une grande importance à cet événement qui marque une défaite de notre ennemi : la bourgeoisie capitaliste française.

Mais l'abondance de l'actualité et la quantité des articles sur les luttes en cours envoyés par nos correspondants nous ont contraints à augmenter le nombre de pages prévu. Cela

représente un très gros effort financier. Aussi lançons-nous un très pressant appel à tous nos amis, sympathisants, lecteurs, camarades afin qu'ils organisent une diffusion très élevée de ce numéro « Spécial Algérie », non seulement pendant les 15 jours de sa parution normale, mais aussi au-delà de cette période. Le contenu des articles présentés restera valable bien au-delà de 1972. Ce numéro mérite une vente triple de la vente

normale. Que la participation à notre souscription permanente soit aussi plus importante!

Si vous appréciez et approuvez la teneur idéologique et politique de ce journal, apportez-nous sans attendre votre soutien matériel. C'est aussi un soutien politique. Ajoutons que les diffuseurs habituels nous aideront efficacement en nous adressant immédiatement les produits de leurs premières ventes.

NANCY :

MARCEL GRANDMOUGIN DE NOUVEAU ARRÊTÉ

Le 20 juin dernier, Marcel Grandmougin a été arrêté et retenu par la police judiciaire.

Une perquisition totalement illégale a été effectuée, sans amener la moindre « trouvaille » souhaitée par les flics.

Ce militant, ouvrier avancé, fort connu des travailleurs de sa région, a été maltraité dans les locaux de la police.

Nous appelons nos lecteurs à se préparer à engager des actions pour la juste défense de Marcel Grandmougin.

Commandez nos affiches

PENARROYA, CREUSOT-LOIRE, PARIS, LE JOINT FRANÇAIS, GIROSTEEL...



SUIVONS LEURS EXEMPLES!

- ORGANISONS DES GRÈVES EFFICACES
- OCCUPONS LES USINES
- SEQUESTRONS LES PATRONS

CLASSE CONTRE CLASSE

CLASSE OUVRIÈRE CONTRE BOURGEOISIE CAPITALISTE

« SUIVONS LEUR EXEMPLE »

(17 centimes l'exemplaire)

« CLASSE CONTRE CLASSE »

(19 centimes l'exemplaire)

et le bandeau « Humanité Rouge » (5 centimes)

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
	Etranger:			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Inauguration d'une rue François Marty à Cuxac d'Aude

En accord avec la municipalité de Cuxac d'Aude, les organisations de la Résistance ont participé à l'inauguration d'une rue François Marty, afin de célébrer la mémoire de notre ancien directeur de publication en sa qualité d'officier ayant dirigé sous le pseudonyme de commandant Bourgat la libération de Carcassonne, Limoux, Quillan et toute la région où se trouve Cuxac d'Aude.

La manifestation a eu lieu en présence de notre camarade Suzanne Marty.

Samdech Norodom Sihanouk en Albanie et en Algérie

Le prince Norodom Sihanouk actuellement en visite en République populaire d'Albanie se rendra prochainement en République Populaire et Démocratique d'Algérie. Le président du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge marque par là la solidarité de combat qui unit les peuples anti-impérialistes. Le gouvernement albanais tout comme le gouvernement algérien tiennent à souligner le prix qu'ils attachent à la juste cause de libération nationale du peuple khmère.

**AFFICHEZ
H. R.**

5 جويلية 1962 و 5 جويلية 1972 لخدمة لبريلين والستعصيرين الذين حاولوا هلال الجزائر بجانب عيد الأنتقلال امتد الشعب الجزائرية 5 جويلية

5 juillet 1962

5 juillet 1972

CONTRE L'IMPÉRIALISME, LE COLONIALISME ET LE NEO-COLONIALISME

VIVE L'INDEPENDANCE DU PEUPLE ALGERIEN

Le 5 juillet 1972, le peuple algérien fête le dixième anniversaire de son indépendance nationale. A cette occasion solennelle, nous lui présentons nos félicitations les plus sincères pour la victoire qu'il a remportée sur le colonialisme français, à l'issue d'une guerre populaire révolutionnaire de plus de sept ans et demi. Nous lui adressons également nos sentiments d'amitié profonde, internationaliste et prolétarienne.

Ce sont les exploiters de notre propre peuple qui ont été vaincus par l'héroïsme du peuple algérien. Un million et demi d'enfants de ce dernier ont consenti le sacrifice de leurs vies pour recouvrer indépendance, liberté et dignité.

En ce sens, les travailleurs de notre pays ont une immense dette de reconnaissance vis-à-vis de tous ceux, tels les peuples algérien et vietnamien, qui, en se libérant eux-mêmes, ont porté des coups décisifs à leur principal ennemi de classe, l'impérialisme français.

Aujourd'hui, dix ans après sa victoire nationale, le peuple algérien consolide son indépendance.

Sans indépendance économique et culturelle, en effet, l'indépendance politique si chèrement conquise ne resterait qu'une illusion.

La révolution agraire commencée par la nationalisation des grandes propriétés foncières et leur redistribution à ceux qui travaillent la terre (petits propriétaires, fellahs, khammas, salariés agricoles et paysans sans terre) va de pair avec l'industrialisation du pays et avec sa promotion culturelle.

Nous sommes convaincus que, comptant sur ses propres forces, le glorieux peuple algérien réalisera avec succès toutes ces entreprises définies par son Plan quadriennal.

A nos frères de travail algériens actuellement immigrés en France, nous souhaitons le plus prompt retour dans leur patrie, au sein de leurs familles, dans l'Algérie libérée de toute oppression étrangère impérialiste, sous quelque forme que ce soit.

Vive l'indestructible amitié des travailleurs algériens et français, dans leur commun combat contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

5 جويلية 72 الشعب الجزائرية
الشعب الجزائرية يحتفل بعيد الأنتقلال
العام العاشر على كمان الصيام
التحرير الشعب الجزائرية من عمق
مكروينا. على ان الاحكام واشتباغ
الى جبهه من فوق المسحورين
الفرنسيين على آخر ثورة شعبية
واتريخية الذين دامه اكثر من
سبع سنواة وانصف. نازلوهم
ايضا حياة في اعماق قلوبهم
في العالم الضيق.

هو م الات حمرين الذين
غابوا الشعب الجزائرية كاذلة
ياغبينومي الشعب الفرنسية
الشعب العامل ولكن انهم
انغلبوا وانهم مو.

ولك الشعب الجزائرية الشجع
ماليدون وانصف لنا جوي حياتهم
ما اهل الأستقلال واشرفهم
وحياتهم الفاتحة واعلاسا على
فطر الخدمية الفرنسيين
واجب عليهم بالثعريفون

بالشعب الجزائرية كامل الشعب
لا فيتمى هم بما انقولهم
حصلوا على الأنتقلال بهم بانقولهم
وهم الذين كبروا الاستعصيرين
الفاشيين الفرنسيين. اليوم بعد
عشر سنواة امتد استقلال الشعب
الجزائرية ايضاً في الأنتقلال
الأنتقل السياسة كذالك الأنتقال

الاجتماع كذالك الأنتقال
الثقاني كذالك الأنتقال كذالك
اشور الجزيرعي كذالك اشور
اذ مكاني كذالك اشور الأنتقال
سياسي ما يكفي يا بغغير منام
اشور الجزيرعي بدهاء على الأنتقال
مالين الكبار انور صانوا بانهم
واشرا ب اتمدي الناس الوانهم
ر اشرفلا (افلا) الخمالا
الخام في الفلا كذالك افلا
ال معده صيا اشرا ب
كذالك مع الوزيرة في الجزائر

مع البناء الشامي اننا طابن على انهم
تحيات المعارف الصريح اشرا ب
المشعب الجزائرية مع العمل
الفرنسي في المعركة
الكبير مع بعد منهم كذالك اشرا ب
راجل على راجله
تحيات اشور
اشرا ب كيمي الجزائر
اشرا ب كيمي الجزائر

Travailleurs français, immigrés une seule classe ouvrière !

Sur un chantier à Paris :

L'UNITÉ DES OUVRIERS APPORTE LA VICTOIRE

La grève commencée vendredi 9 s'est terminée mardi matin (le 12) par la victoire.

Les Tunisiens n'ont pas accepté de se faire surexploiter. A leur première paie, ils ont fait grève.

Ils ont gagné. Ils étaient payés au mois 800 F. Ils sont maintenant payés à l'heure 4,70 F, ils font le même nombre d'heures que les autres et les heures supplémentaires sont payées.

Quand les ouvriers sont tous unis, le patron est coincé, et un jour il est obligé de céder. Voilà l'exemple des Tunisiens.

Après avoir repris le travail, ils sont restés unis. Le patron a essayé mardi de les disperser dans plusieurs équipes, mais ils n'ont pas accepté. Le patron a alors dit aux chefs de faire augmenter les cadences. Mais les Tunisiens font leur travail et emmerdent les chefs.

Ils savent que le patron ne peut pas les vider. Ils ont un contrat et, surtout, ils sont unis. Avant, le patron avait renvoyé sept Tunisiens sans que les autres le sachent ; quand ils l'ont appris, ils étaient déjà sur le bateau. Depuis, ils sont bien décidés à se soutenir. Si le patron veut en vider un, ils s'en vont tous !

Maintenant, le soir, ils se réunissent pour discuter des problèmes du chantier, de leur travail, pour ne pas suppor-

ter les cadences.

Depuis mardi, j'ai discuté avec les Tunisiens de mon équipe. J'ai compris que moi aussi je n'avais pas eu une attitude juste avec eux.

Car ils ne comprenaient pas le travail et je m'énervais après eux. Maintenant, je parle avec eux de leur travail. Même si un seul ne comprend pas le travail, je prends tout le temps pour lui expliquer. Je ne suis plus pressé pour faire faire le travail du patron. J'ai compris que je devais être aux côtés des ouvriers, pas du côté du patron qui les exploite. S'il n'a pas compris le premier jour, je recommence le lendemain parce que j'ai compris que le travail ne se fait pas du jour au lendemain. Ça prend du temps.

Voilà, camarades, l'exemple de mon chantier.

Mais les cadences continuent toujours pareil, les autres ouvriers ont trouvé à peu près 200 F en moins sur leur paie de mai et ils sont allés réclamer. Le patron a répondu que la comptable est nouvelle et ne connaît pas bien son travail, qu'il y aurait un rappel au mois de juin.

Si les ouvriers n'ont pas leur rappel, c'est sûr qu'il y aura une grève au chantier pour faire payer le patron-voleur.

Un Travailleur immigré.

Les dirigeants du P. C. F. bradent la solidarité prolétarienne pour des bulletins de vote

Dans la banlieue parisienne de nombreux travailleurs habitent des logements ignobles dont les loyers augmentent toujours.

Bidonvilles, cités d'urgence, foyers d'immigrés, autant de logements que le capitalisme offre aux travailleurs !

Sur notre secteur, il y a beaucoup de travailleurs immigrés arrachés à leur terre natale par le capitalisme, surexploités en France dans les usines, ce sont eux encore qui sont les plus mal logés.

Lorsque des militants du Secours Rouge reprochèrent au P. C. F. de ne pas s'occuper du relogement de ces travailleurs, voilà ce que ces renégats ont répondu :

— d'abord oralement sur le marché par la voix du maire et d'un membre du C. C. du P. C. F. descendus dans la rue pour se disculper devant les attaques de mal-logés ;

— ensuite par voix de tracts distribués la semaine suivante dont voici des extraits :

« La population de notre commune comprend 6 % de familles immigrées. Les logements leurs sont attribués dans cette proportion dans les cités H.L.M. par nos élus ».

Eh oui, c'est ça la démocratie bourgeoise : un patron qui habite un palace, un ouvrier sans logis ; chacun compte pareil !

Dans la suite du tract, nos révisionnistes nous parlent de leur lutte pour exiger de l'Etat la construction de cités pour les travailleurs immigrés.

Les voilà qui demandent des maisons spéciales pour les immigrés. Pour eux, un ouvrier français et un ouvrier immigré ne doivent pas habiter la même maison.

Ils poursuivent :

« Nous considérons que ce sont les capitalistes et leur gouvernement qui organisent la venue des travailleurs immigrés pour les exploiter dans la production. C'est à eux par conséquent de financer le logement des travailleurs immigrés ».

D'accord ; mais, messieurs les révisionnistes, qu'est-ce que c'est que la solidarité prolétarienne !

Mais laissons finir ces messieurs : « Ainsi le logement des travailleurs immigrés ne se ferait pas au détriment des crédits, déjà insuffisants, pour le logement des familles françaises ».

Sans commentaire.

Les travailleurs immigrés ne votent pas, c'est ça leur malheur ; peut-être que s'ils votaient, ces messieurs de la mairie seraient mine de s'occuper d'eux.

Popularisons toujours d'avantage notre mot d'ordre :

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS,
TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, UNE
SEULE CLASSE OUVRIÈRE, UN
SEUL COMBAT CONTRE LE CAPITAL !**

Dans les usines, que tous s'unissent dans la lutte !

Dans les quartiers, exigeons des logements décentes à prix abordables pour tous !

Correspondant H.R.

TOULOUSE :

Manceuvres d'intimidation policières envers les travailleurs immigrés

Pendant qu'à l'assemblée nationale les représentants de la bourgeoisie tentent de se donner bonne conscience et d'abuser le peuple en votant des prétendues mesures de lutte contre la discrimination raciale, leurs flics montrent la portée de telles résolutions en laissant éclater leur haine raciste.

Samedi dernier, deux travailleurs algériens reviennent à pied de l'aéroport de Toulouse où ils ont accompagné un de leurs camarades reparti vers l'Algérie. Ils sont interpellés par des flics en civil qui commencent par leur demander les papiers. De plus en plus, les travailleurs nord-africains sont quotidiennement inquiétés par les flics sous prétexte de vérification d'identité. Les papiers des camarades sont en règle mais les flics s'acharnent et sans explications, les obligent à s'asseoir dans un champ au bord de la route (« dans la merde » pour reprendre l'expression des flics, jusqu'à l'arrivée d'un panier à salade ; celui-ci est rempli d'autres Nord-Africains, travailleurs ou étudiants, ramassés au hasard en ville. Au commissariat cen-

tral, toujours sans aucune explication, ils subissent plusieurs interrogatoires ; ils sont couverts d'injures, certains sont tabassés. Dans la soirée, après avoir été fichés, ils sont tour à tour relâchés.

Devant la montée des luttes où les travailleurs immigrés sont de plus en plus unis aux travailleurs français (Penarroya, Girosteel...), le gouvernement et sa police développent leur propagande raciste et leurs mesures de répression et d'intimidation des travailleurs immigrés.

Travailleurs, déjouons les manœuvres de la bourgeoisie, dénonçons la campagne raciste.

L'union des travailleurs, français et immigrés, est la seule force qui permettra à la classe ouvrière de faire céder les patrons sur les revendications.

— Tous unis nous briserons l'Etat capitaliste et balayerons la vermine fasciste et raciste !

— Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

Correspondant H.R.
Toulouse le 10 juin

Même sort pour les Tunisiens que pour les Algériens

J'ai quitté la Tunisie, ma femme et sept enfants, il y a 8 ans pour chercher du travail en France.

J'ai trouvé une place à Lyon où je gagnais 700 F par mois. J'envoyais 400 F à ma famille, je payais 90 F une chambre à deux en hôtel ; le reste pour manger, il restait plus rien ensuite... je restais tout le temps dans ma chambre comme en prison.

Pour mes vacances je partais revoir mes enfants et ma femme. Comme j'étais resté plus d'un mois, une année où j'avais un enfant malade, le patron m'a dit : « j'ai plus de place pour toi » ; je suis parti ailleurs chez un cousin.

J'ai fini par trouver une place dans une entreprise de nettoyage où je travaille depuis plusieurs années maintenant. J'ai pu faire venir ma famille. Mais on arrive tout juste à vivre. On a d'abord habité 2 pièces dans un hôtel, mais c'est pas possible à 9, surtout que les enfants vont à l'école et que l'aîné va passer le certificat. Alors on a réussi à déménager dans 4 pièces mais c'est très cher, environ 600 F avec les charges et je gagne que 800 F à 950 F par mois pour 9 heures par jour ; en plus il y a mon transport 80 F par mois (le patron donne une

prime de 21 F), la cantine et le transport des enfants qui vont à l'école.

Même avec les allocations, c'est tout juste pour vivre. C'est un problème pour acheter aux enfants les vêtements qu'il leur faut ; et pour les vacances, les colonies de vacances c'est trop cher.

Là où je travaille le patron paye peu ; il fait comme il veut et ne paye pas les heures supplémentaires (sur la feuille il marque juste les heures et puis « forfait »).

Seul je peux rien faire parce qu'il répondrait « y a plus de place pour toi » et j'ai une famille de 9 personnes à nourrir.

Bien sûr on est nombreux (plusieurs centaines) et même si on est de tous les pays, espagnols, yougoslaves, portugais, algériens, marocains, tunisiens, on s'entend bien. Mais on est chacun dans son coin ; pour 10 ou 15 personnes il y a un chef qui nous défend parfois de fumer une seule cigarette et de parler entre nous ; et puis on est pas organisés, alors on peut pas faire grève pour avoir des augmentations.

Mais on arrivera bien à s'organiser pour que cette vie de misère, elle finisse.

LISEZ " PÉKIN - INFORMATION "

— HEBDOMADAIRE POLITIQUE D'INFORMATION —

L'exemplaire : 0,35 F

Existe en langue arabe

ABONNEMENT : 1 an, 14 F - 2 ans, 21 F - 3 ans, 28 F

Ecrire à : GUOZI SHUDIAN, B.P. 300, Pékin
(ou par notre intermédiaire)

La résistance de 1845 à 1945

JAMAIS LE PEUPLE ALGÉRIEN NE S'EST SOUMIS AUX COLONIALISTES FRANÇAIS

En 1830 commence la conquête de l'Algérie, en 1847 (17 ans plus tard) l'Emir Abdelkader, âme de la résistance du peuple algérien à l'invasion se rend. Pour l'histoire officielle, celle que l'on apprend dans les écoles, l'histoire de la bourgeoisie, ici se termine la conquête de l'Algérie.

Mais de fait jamais ne se terminera la conquête de l'Algérie, jamais le peuple algérien ne se soumettra. « Un an à peine après l'emprisonnement d'Abdelkader, le feu se rallumait aux quatre coins du pays, sous la direction de chefs nouveaux, souvent inconnus, sortis du peuple. La longue guerre de 17 ans qui venait de se terminer n'était en réalité que la première étape d'une lutte séculaire qui n'allait prendre fin qu'en 1962 dans les you-you victorieux et les chants de l'indépendance. »

Voilà ce que nous rappelle (et hélas souvent nous apprend) Ahmed Akkache dans une brochure publiée à Alger et intitulée « La Résistance algérienne de 1845 à 1945. »

Et en effet dès 1848 la lutte armée reprend aux 4 coins de l'Algérie, les attaques contre les troupes françaises, les garnisons, les collaborateurs se multiplient.

En 1849 les combattants de l'Oasis de Zaatcha soutiennent un siège héroïque de plusieurs semaines, exterminés par les troupes françaises, leurs têtes sont exposées sur les remparts. Le



Le 1^{er} novembre 1954 le peuple algérien porta son combat à un niveau décisif en engageant de nouveau la lutte armée. Ci-dessus un groupe des premiers combattants dans les Aurès.



Ces enfants algériens n'avaient rien à perdre, mais tout à gagner de la guerre révolutionnaire de leur peuple.

village de Nahra dans les Aurès est complètement rasé par Canrobert.

1850 voit la révolte de Bou Baghla, un chef de tribu, la guerre dure plusieurs années, chaque village de Kabylie se transforme en forteresse, l'armée française entreprend une véritable

guerre d'extermination pour la conquête de la Kabylie.

1852, c'est le siège de Laghouat sous la direction du Chérif de Ouargla Mohamed Ben Abdallah. Les Français perdent des centaines d'hommes dont un général, un commandant et plusieurs officiers.

1853 : L'insurrection s'étend en Kabylie avec un dirigeant de grand prestige Si El Hadj Amar.

En 1854 c'est dans le Sud que les combats s'étendent « Le 29 novembre une gigantesque bataille de cavaliers et de fantassins, mettant en ligne 600 combattants s'engage à Meggarin, dans l'Oued Souf ». Plusieurs centaines de soldats français sont tués.

1855. « Après de longues années de résistance, Bou Baghla est tué. Sa tête, découpée à la scie, est exposée sur un poteau. » Mais les combats reprennent, en particulier sous la direction d'une femme Lalla Fatma.

1856 : Soulèvement général en Kabylie, 25 000 soldats français sont envoyés pour mater la révolte.

1857-1858, voient la multiplication des soulèvements, et 1859 un important soulèvement dans l'Ouest Oranais sous la direction de Si Mohamed Ben Abdallah et un soulèvement dans les Aurès.

1860 : La lutte s'étend au Constantinois.

1861 : Ouargla est libérée par Mohamed Ben Abdallah, 400 goumiers rejoignent les insurgés. Mais ce grand dirigeant est quelques mois plus tard arrêté, transféré à la Citadelle de Perpignan, libéré en 1871 il soulèvera la ville d'Annaba et mourra en 1877 en Tunisie où il s'était réfugié.

1864 : Grande insurrection dans le Sud-Oranais, « qui s'étend rapidement dans le Nord du pays, où l'incendie se rallume dans presque toutes les régions que les Français croyaient avoir soumises. »

Les forces d'occupation atteignent 100 000 hommes, cette guerre va durer 20 ans.

De 1865 à 1870, se multiplient sans

cesse, soulèvements et émeutes populaires, en 1869 Sid El Ala à la tête de 4 000 soldats inflige de lourdes pertes aux troupes colonialistes.

En 1871, des spahis refusent de se laisser embarquer pour la France, les Algériens refusent de participer à la guerre et rejoignent les maquis. Une puissante insurrection nationale anticolonialiste se déclenche en Kabylie. La révolte atteint son point culminant en avril 1871. C'est « l'arrivée d'importants renforts militaires rendus disponibles par la fin de la guerre franco-allemande et l'écrasement de la Commune de Paris, qui permirent de réprimer l'insurrection. »

La répression fut féroce : exécutions sommaires, incendies, destructions, accaparement de plus d'un million d'hectares de terres, amendes énormes de plusieurs dizaines de millions de francs-or imposées aux populations, etc.

Les chefs principaux sont déportés en Nouvelle-Calédonie avec les communards. Louise Michel écrira :

« Un matin, dans les premiers temps de la déportation, nous vîmes arriver dans leurs grands burnous blancs, des Arabes déportés pour s'être eux aussi soulevés contre l'oppression... Ils étaient simples et bons, et d'une grande justice... Hélas, il en est qui sont toujours en Calédonie et n'en sortiront probablement jamais. »

Mais en 1872 les combats reprennent au Sahara, en 1873 les troupes colonialistes occupent avec peine El Goléa.

1876 : 5 000 combattants donnent l'assaut au camp du général Carteret.

De 1878 à 1882, manifestations, insurrections se succèdent.

A partir de 1890 se multiplient les maquis dans les régions montagneuses, l'occupation se renforce, en 1893 le Consul général d'Alger demande des mesures spéciales contre « les forçats indigènes évadés et cachés dans les forêts de Kabylie », qui sont au nombre d'un millier et qui créent « un véritable état insurrectionnel ».

Les attentats contre les Européens s'élèvent à 8 389 au cours de l'année 1895, jusqu'en 1910 l'agitation est continuelle et à partir de cette date là se développe un large mouvement contre la conscription obligatoire.

En 1912 un paysan déclare :

« Je supporte des impôts écrasants, je suis de toutes les corvées, je suis humilié, l'usure me ruine, la colonisation me refoule... Et aujourd'hui on me demande de donner le seul bien qui me reste : mon enfant ! »

Le jour de la déclaration de la guerre de 1914 l'état de siège est proclamé, les Algériens « refusent d'être utilisés comme chair à canon ». Les convois de recruteurs sont attaqués, la révolte éclate en Oranie ; en Kabylie apparaissent des maquis formés de déserteurs et d'insoumis. En 1915 l'insurrection éclate au Sahara ; en 1916 dans l'Aurès, en 1917 c'est le tour des Touaregs du Hoggar. Le gouvernement français prélève sur le front allemand d'importants renforts de troupes pour lutter contre les « fellagas ». En 1918 on note encore la capture d'une colonne entière de l'armée d'occupation.

On peut compter que dans cette période de 90 ans la France a perdu 200 000 hommes. Jamais le peuple algérien ne s'est soumis malgré les massacres. Marx et Engels salueront avec enthousiasme « ces tribus arabes et kabyles qui apprécient l'indépendance par dessus tout et pour qui la haine de la domination étrangère est un principe plus cher que la vie elle-même. »

A partir de 1920, apparaissent les premières organisations nationales algériennes, la lutte de masse gagne les villes, des puissantes manifestations populaires en Algérie, comme dans l'émigration préparent les conditions de la grande insurrection victorieuse de 1954.

Tous ces héros inconnus du peuple algérien, tous ces martyrs de 132 ans d'occupation française « ont préparé tout au long de la nuit coloniale... les chemins du 1^{er} novembre 1954 ».

1^{er} NOVEMBRE 1954 - 5 JUILLET 1962



Le peuple algérien a choisi la voie de la guerre révolutionnaire de libération nationale.



Apprendre à faire la guerre... en la faisant. (Mao Tsé-toung).



Comme les nazis...



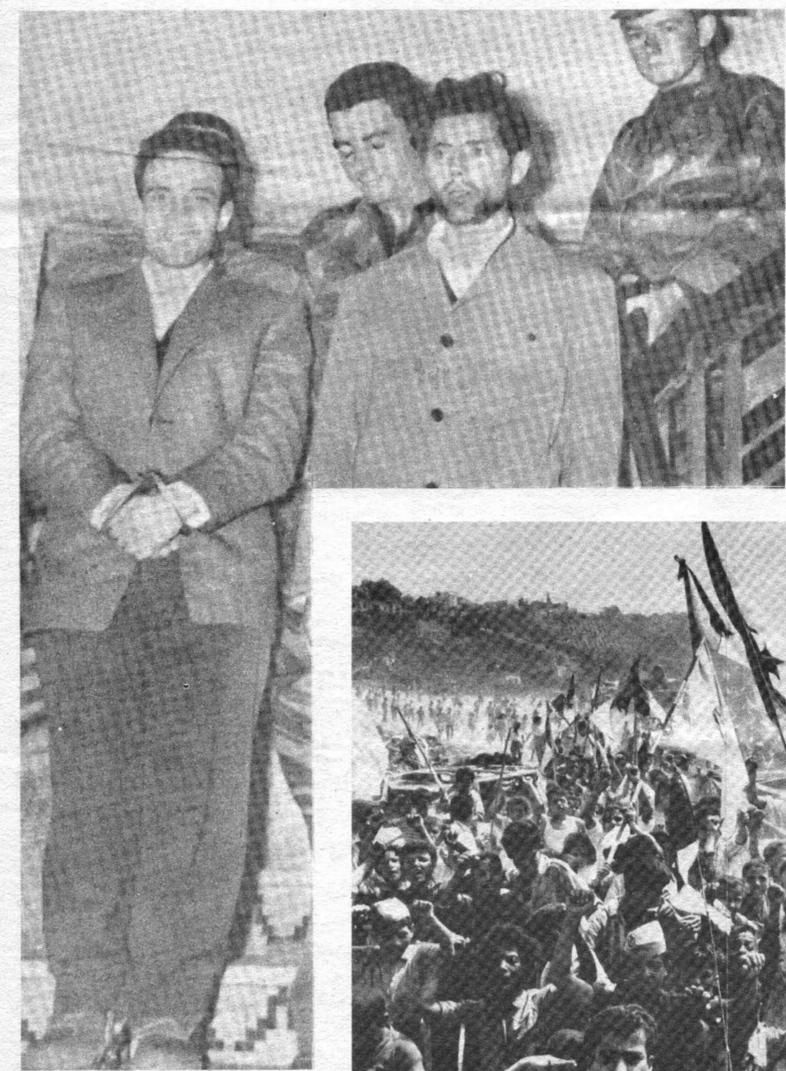
Femmes et enfants algériens brandissent le drapeau de l'indépendance nationale (1^{er} novembre 1961.)



A la Goutte d'Or (Paris) les travailleurs immigrés fêtent l'indépendance dans une atmosphère de joie sans pareille (5 juillet 1962.)



Comme un million et demi de leurs frères, des dirigeants ont donné leurs vies : ci-dessus les Chouhadas Larbi Ben M'hidi, Ben Boulaïd, Zirout Youcef, Amirouche.



Bien que prisonnier des forces qui devaient l'assassiner, Ben M'hidi larbi conservait le sourire de sa certitude absolue dans la victoire de son peuple.



Les soldats de l'A.L.N. accueillis par la population en liesse.



Ça y est. Le colonialisme est vaincu. Le peuple algérien est victorieux.

LA TRAHISON DU PARTI

Contorsions révisionnistes pour justifier l'injustifiable

Le 1^{er} novembre 1954 fut déclenchée la guerre populaire de révolution nationale du peuple algérien, qu'avait annoncée, historiquement, le mouvement de 1945 dans le Constantinois.

Le 8 novembre, le Bureau politique du Parti « communiste » français publiait une « Déclaration sur la situation en Algérie ».

Dans ce document, qu'on peut retrouver dans le numéro 11-12 de novembre-décembre 1954 des « Cahiers du Communisme », pages 1406 et 1407, on peut lire notamment :

« ... En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti communiste français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits... »

Depuis 1962, ce passage était systématiquement censuré par ses propres auteurs (exemple : « La lutte du Parti communiste français contre le colonialisme », Editions Sociales, 1962, page 103, il y a, à sa place, trois points de suspension !).

L'Histoire a tranché, et devant l'évidence, la calomnie révisionniste a été éclatée.

Eh bien ! ces hommes, entetés dans leur trahison, tentent aujourd'hui de justifier l'injustifiable. Dans un numéro spécial des « Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez », ils expliquent leur position d'alors (après avoir ressorti des oubliettes, où ils l'avaient dissimulé, le fameux passage) :

« En précisant cette position fondamentale, écrivent-ils, notre Parti créait les conditions d'une large solidarité de la classe ouvrière française à l'égard de la lutte du peuple algérien. »

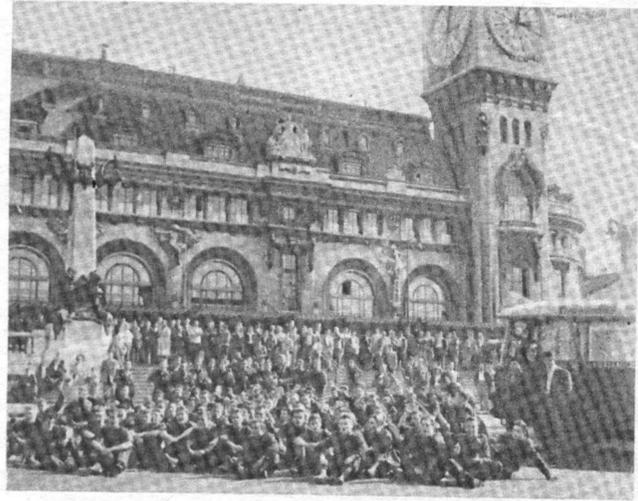
Puis, ils reprennent leur conception contraire à la matérialité de l'Histoire sur « la nation algérienne en formation » pour conclure qu'aujourd'hui « la nation algérienne est constituée ».

Saurait-on faire preuve d'un plus grand mépris de la vérité historique et d'une hypocrisie plus cynique ?

Mais il y a longtemps que les militants algériens se sont fait un juste et sain jugement sur ces faux communistes, serviteurs véritables de la bourgeoisie colonialiste.

Restent à éclaircir et convaincre les jeunes adhérents de base du P.C.F. encore ignorants de telles ignominies ! Faites-leur connaître la vérité !

Faites-leur lire ci-contre l'extrait de la « Plate-forme de la révolution algérienne » qui fut rédigée à l'issue du Congrès de la Vallée de la Soummam, le 20 août 1956, par les dirigeants du F.L.N. et de l'A.L.N.



Première manifestation importante de rappelés : 600 soldats de l'armée de l'air ont refusé de partir pour l'Afrique du Nord. Voici dessus un certain nombre d'entre eux assis sur les escaliers de la gare de Lyon.

Les communistes absents

« Le P.C.A., malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié pour justifier la collusion imaginaire avec la Résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé. »

« La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle a condamné le « terrorisme » et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants des Aurès, venus à Alger chercher des directives, de ne pas prendre les armes. »

« La sujétion au P.C.F. a pris le caractère d'un béni-oui-ouïsme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux. »

« Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes et de matériel de guerre, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks. »

« Le P.C.A. a disparu en tant qu'organisation sérieuse à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments européens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes artificielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée. »

« Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France. »

« Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O., favorable à la politique d'assimilation passive et opportuniste. »

« Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la « bourgeoisie arabe », comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées, voire même de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme. »

Pour rester dans la légalité Le P.C.F. n'a pas soutenu les jeunes rappelés sous les drapeaux qui refusaient la guerre en Algérie

Le 30 août 1955, le gouvernement de la bourgeoisie française décida le rappel de 60.000 jeunes gens de la classe 53-2 et le maintien sous les drapeaux de la classe 54-1. Ces mesures avaient pour objet de porter à 320.000 hommes l'effectif des forces de répression en Algérie. Alors se déclencha spontanément un vaste mouvement de refus opposé à cette sale guerre colonialiste. Les jeunes soldats manifestèrent puissamment au Fort de Nogent, à la gare de Lyon, à Rouen, dans les trains, dans les ports, à Toulon, à Montpellier, à Dinan (71^e R.I.), à Commercy (402^e R.A.A.), à Grenoble (4^e Génie), à Brive (121^e R.I.), à Toulouse (12^e R.A.A.C.), à Valence, St-Etienne, Rueil, Carcassonne, Montargis, Castelsarrasin, etc.

Mais le Parti « communiste » français refusa d'aider à l'organisation concrète des « réfractaires », parce qu'il redouta que cela ne justifie son interdiction par le gouvernement en place (Mitterrand, Edgar Faure et Pinay). Aussi limita-t-il délibérément son activité au cadre de la « légalité bourgeoise ».

Ainsi se trouva trahi le grand principe léniniste de l'Internationale prolétarienne par des dirigeants dont certains ont aujourd'hui le culot d'affirmer avoir fait « leur devoir de communistes pendant la guerre d'Algérie ».

Nous publions dans cette page quelques photos témoignant de la volonté des « rappelés » de ne pas aller tirer sur le peuple algérien.

« COMMUNISTE » FRANÇAIS

Témoignage d'un ancien adhérent du Parti "Communiste" Algérien

L'IMPOSTURE RÉVISIONNISTE DÉMASQUÉE

Dans leurs publications, les dirigeants du Parti « communiste » français sont extrêmement embarrassés pour évoquer l'activité de leurs homologues du Parti « communiste » algérien pendant la guerre de libération nationale du peuple algérien. Et pour cause, la théorie para-colonialiste de Thorez sur le « mélange de vingt races » n'a pas résisté à l'événement et à l'histoire.

Dans le numéro 1379 du 18-24 avril 1972 de « France-nouvelle », hebdomadaire central du P.C.F., pages 26 et 27, ils tentent de tromper leurs lecteurs en interviewant André Moine, qui fut durant plusieurs années l'œil du PCF chargé de suivre et superviser le PCA. Ils ne sont même pas capables d'interviewer un Algérien

authentique ! ...Ledit Moine déclare : « ...en Algérie, il y a eu des Européens, qui dès le début, se sont opposés à la violence colonialiste et certains ont résolument pris leur place dans le combat pour une Algérie indépendante. Je pense qu'on ne peut ignorer les motivations dans ce choix d'hommes, comme Fernand Yveton, qui a été guillotiné côte à côte avec Mohamed Oueimeri et Mohamed Lahknèche, ou Henri Maillot et Maurice Laban tombés dans les maquis d'Orléansville, ou encore l'européen Raffini tué dans les Aurès avec son camarade algérien Lamrani. »

Dans le numéro 1380 du 25 avril-1^{er} mai 1972 du même journal, est également écrit à la page 3 : « ...Parmi les communistes algériens tombés

dans la lutte de Libération, aux côtés de l'avocat de Batna, Laid Lamrani ou du paysan de Tlemcen, Tahar Ghomri, tous deux membres du Comité central du P.C.A., on peut citer l'aspirant Henri Maillot, l'infirmière Raymonde Peschard, le professeur Maurice Audin, ou l'employé de l'Electricité-gaz d'Algérie Fernand Yveton... »

Présentés ainsi, les sacrifices suprêmes de ces militants, effectivement adhérents du P.C.A., apparaissent comme résultant de la ligne et de l'action du Parti révisionniste algérien.

Or, c'est là, pour la majorité d'entre eux, une imposture.

Nous avons interrogé à ce sujet un ami algérien qui a assisté à la session du Comité central du Parti communiste algérien, qui suivit le déclenchement de la révolution nationale dans les Aurès (Le PCA jouissait encore de la légalité). Voici ce qu'il a bien voulu nous indiquer en substance :

Tahar Ghomri et Laid Lamrani ont déclaré devant le Comité central leur décision de rejoindre immédiatement les combattants des Aurès. Cela a soulevé des réactions opposées, certains les approuvant, d'autres les désapprouvant. Huit jours après le début des actions patriotiques, André Moine avait expliqué aux militants d'Alger dans une réunion spéciale, avec carte de géographie à l'appui, qu'il s'agissait d'actions « provocatrices et bourgeoises ». Mes frères Ghomri et Lamrani se sont soustraits à la discipline du Parti. Moine qui était présent le sait fort bien.

Ces deux camarades sont tombés en chouhadas (1) de notre révolution nationale, non pas en tant que membres du Comité central du PCA, mais d'abord en tant que patriotes algériens et aussi en donnant à leurs convictions de communistes le juste contenu révolutionnaire et national qu'ignorait notre Parti dominé par le Parti « communiste » français.

Ce n'est pas non plus sur directives du PCA que Fernand Yveton, pas plus que Raymonde Peschard, ont offert leurs vies pour soutenir le juste combat de mon peuple. Ces camarades ont rompu avec le PCA avant même qu'il ne soit déclaré interdit par le pouvoir colonialiste. Ils se sont mis à la disposition du Front de Libération Nationale, puis de l'Armée de Libération Nationale, de la même façon que certains militants progressistes et catholiques, en accord avec leur conscience, comme Pierre et Elyane Chauvet et quelques autres.

C'est une imposture que de tenter d'utiliser ces morts héroïques pour justifier la théorie inepte par laquelle le PCF entendait réaliser une forme nouvelle de l'assimilation du peuple algérien par la bourgeoisie colonialiste française.

En ce qui concerne Maillot, Laban et Raffini, j'ignore les circonstances exactes de leurs morts. Ce que je peux toutefois révéler, et qu'André Moine sait bien, c'est que Maurice Laban, qui tomba aux côtés d'Henri Maillot, avait été écarté du PCA bien avant la guerre sous l'accusation d'être un « anarchiste », parce qu'il était pour l'action violente. Il rejoignit les combattants des Aurès dès le début.

Puisque vous m'interrogez, je tiens à souligner que si nous avons été trompés longtemps par les dirigeants communistes de France, la plupart de mes camarades, algériens authentiques, ont eu, à temps, une juste réac-

DEUX HOMMES QUI ONT REJETTE LA LIGNE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DU P. "C." A.



Tahar Ghomri (haut) était fellah dans la région de Tlemcen, Laid Lamrani était bâtonnier de l'ordre des avocats de Batna. Ils ont rejoint le combat révolutionnaire au cours duquel un million et demi d'Algériens ont donné leurs vies pour l'indépendances de leur patrie.

tion de conscience nationale, ont récusé par leur attitude la ligne contre-révolutionnaire du PCA, ont rejoint le combat patriotique dans le FLN ou dans l'ALN sans attendre que le Parti leur en donne l'autorisation !

Je conserve des sentiments fraternels aux européens qui ont payé de longs mois d'internement, dans des camps, leur amitié sincère pour mon peuple. Mais qu'ils me permettent toutefois de souligner qu'ils ont été trompés, comme je le fus moi-même pendant un certain temps, par les théories du PCF, que reprenaient les dirigeants de notre propre PCA, dont le secrétaire général Labi Bouhali qui fit la guerre... à Moscou !

Pour moi, la révolution nationale a été acquise par mon peuple au prix de un million et demi de victimes. Mes camarades chouhadas sont à replacer parmi ces morts, dans le respect et le souvenir que leur témoignage le peuple algérien entier. »



Les soldats du 401^e R.A.A. du Fort de Nogent se sont rassemblés dans l'église de Saint-Séverin, afin d'y manifester leur opposition à la guerre d'Algérie.

L'APPEL DE SAINT-SEVERIN

« Nous sommes des soldats de tous contingents — appelés, maintenus, rappelés, — qui devons partir incessamment pour l'Afrique du Nord. »

Croyants et incroyants, chrétiens et communistes, juifs et protestants, nous voulons nous recueillir pour la paix et la fraternité en Afrique du Nord. Tous, de conditions, de professions et d'opinions diverses, nous sommes ici pour témoigner solennellement au nom de tous nos camarades de notre angoisse et de notre honte à servir par la violence une cause qui n'est pas celle de l'ensemble des Français. Notre conscience nous dit que cette guerre que nous avons à porter contre nos frères musulmans, dont beaucoup sont morts pour défendre notre pays, est une guerre contraire à tous les principes chrétiens, à tous les principes de la Constitution française, au droit des peuples à pouvoir disposer d'eux-mêmes, à toutes les valeurs dont notre pays s'enorgueillit justement. C'est parce que cette guerre est contraire à tous les enseignements que nous avons pu tirer pendant notre jeunesse s'est déroulée sous une occupation étrangère, que nous avons appris le dépôt d'une armée installée chez un peuple étranger.

Nous leçons de courage et de dignité, nous les avons reçues de nos frères aînés, qui ont fait la résistance. Ils nous ont donné précocement le goût des causes justes et la volonté de les défendre sans faiblesses.

Nous serions prêts, demain, à prendre les armes contre toute armée qui viendrait jouer ici le rôle qu'on veut nous faire jouer en Afrique du Nord. Nous ne sommes pas des objecteurs de conscience, mais si nos bras tremblent en tirant sur nos frères musulmans, il faut que tous les Français le sachent, c'est parce que notre conscience se soulève.

Nous n'appelons pas les soldats au refus d'obéissance individuelle aux ordres du gouvernement français, mais le peuple français doit savoir que si nous obéissons, ce sera la mort dans l'âme. A lui de comprendre où est son devoir à l'égard de ses propres enfants et d'agir pour que cesse cette guerre qui le déshonore.

Que ceux, parmi les Français, qui sont prêts à nous taxer de défaitisme ou de lâcheté, aillent dans les casernes interroger librement et honnêtement les soldats sur la conscience qu'ils peuvent avoir de leur devoir de défendre la France. Ils sauront que nous ne sommes ni des lâches ni des défaitistes, et qu'il y a parmi nous une immense soif de vraie justice et de justice pour TOUS les hommes, qui nous crée un devoir impérieux de savoir ce que nous défendons et qui nous défendons, sans contradiction et sans remords. »

EGLISE SAINT-SEVERIN, jeudi 29 septembre 1955.

ABDELKADER VU

Le document que nous présentons dans ces pages est fort peu connu. L'original de Karl Marx se trouve probablement à Berlin, en République Démocratique Allemande. Nous en avons obtenu la photocopie grâce à l'amabilité des Services de la Bibliothèque nationale de la République Démocratique et Populaire d'Algérie. Nous le publions dans la traduction française, tel qu'il a été reproduit dans un numéro spécial du 5 juillet 1966 du quotidien central du Front de Libération Nationale « El Moudjahid », à l'occasion du quatrième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Nous conservons les sous-titres probablement dus au Comité de rédaction de notre confrère algérien.

Que les personnels attachés à la Bibliothèque nationale d'Alger trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements.

J. J.

De la première occupation de l'Algérie par les Français jusqu'à nos jours, ce pays a été l'arène de violences, de rapines et de carnages incessants. Chaque ville, grande ou petite, a été conquise en détail et au prix d'un immense sacrifice de vies humaines. Les tribus arabes et kabyles, pour qui l'indépendance est chose précieuse, et la haine de la domination étrangère un principe plus cher que la vie elle-même, ont été écrasées par les terribles razzias qui brûlèrent et

LA LOI DU TALION

On peut toutefois mettre en doute la politique d'un gouvernement civilisé qui a recours à la loi du talion.

Et si l'on doit juger de l'arbre par ses fruits, après une dépense d'environ cent millions de dollars et le sacrifice de centaines de milliers de vies humaines tout ce que l'on peut dire de l'Algérie, c'est que c'est une école de guerre pour les soldats et généraux français, dans laquelle tous les officiers français qui remportèrent des lauriers dans la guerre de Crimée, reçurent leur éducation et leur entraînement militaire. Comme tentative de colonisation, le nombre des Européens comparé à celui des indigènes se révèle un échec presque complet ; et c'est pourtant un des pays les plus fertiles du monde, l'ancien grenier de l'Italie, à vingt heures de trajet de la France, où il manque seulement (face aux militaires amis comme face aux sauvages ennemis) la sécurité pour la vie et la propriété. Que cet échec soit

LA LEGION ETRANGERE

En 1831, Pichon avait été nommé intendant civil et il s'efforça d'organiser un système d'administration civile qui suivrait le gouvernement militaire dans ses déplacements.

Mais le contrôle que ses mesures auraient exercé sur le gouverneur en chef offensèrent Savary, duc de Rovigo, ancien ministre de la police de Napoléon, et sur ses instances, on rappela Pichon. Sous Savary, l'Algérie devint l'exil de tous ceux dont la conduite sociale et politique les avait mis sous le coup de la loi ; et une légion étrangère, dont les soldats avaient interdiction d'entrer dans les villes, fut introduite en Algérie en 1833, une pétition fut présentée à la Chambre des députés déclarant : « Depuis trois ans nous avons souffert toutes les injustices possibles. Chaque fois que l'on adresse des plaintes aux autorités, on n'y répond que par de nouvelles atrocités dirigées particulièrement contre ceux qui ont émis ces plaintes. De ce fait personne n'ose bouger, c'est pourquoi il n'y a aucune signature au bas de cette pétition. Messieurs, nous vous supplions, au nom de l'humanité, de nous délivrer de cette écrasante tyrannie, de nous racheter pour nous enlever au joug de cet esclavage. Si la terre doit être soumise à la loi martiale, s'il ne doit pas y avoir de pouvoir

détruisent demeures et propriétés, abattent les récoltes, massacrent les Algériens ou les soumettent à toutes les horreurs de la brutalité et de la concupiscence. Les Français, contre tous les préceptes d'humanité, de civilisation et de chrétienté persistent dans ce système de guerre barbare. Comme circonstances atténuantes, ils allèguent que les Kabyles sont féroces, s'adonnent au meurtre, torturent leurs prisonniers, et qu'avec des sauvages l'indulgence est une erreur.

imputable à un défaut inhérent au caractère des Français qui les rendrait inapte à l'émigration, ou à une administration locale peu judicieuse, il n'est pas de notre ressort d'en discuter. Chaque ville importante, Constantine, Bône, Bougie, Arzew, Mostaganem, Tlemcen, fut emportée dans un assaut avec toutes ses horreurs. Les Algériens s'étaient soumis de mauvaise grâce à leurs maîtres turcs, qui avaient au moins le mérite d'être des coreligionnaires ; mais ils ne trouvèrent aucun avantage dans la prétendue civilisation du nouveau gouvernement, contre lequel ils avaient en plus toute la répugnance du fanatisme religieux. Chaque gouverneur ne venait que pour renouveler les violences du précédent : des proclamations annonçaient les intentions les plus aimables mais l'armée d'occupation, les manœuvres militaires, les terribles cruautés pratiquées de part et d'autre, tout réfutait les professions de paix et de bonne volonté.

civil, nous sommes perdus, il n'y aura jamais de paix pour nous. » Cette pétition amena la création d'une commission d'enquête, ce qui eut pour conséquence l'établissement d'une administration civile. A la mort de Savary, sous l'autorité intérimaire du général Voïrol, on commença à prendre certaines mesures calculées dans le but d'apaiser l'irritation : l'assèchement des marais, l'amélioration des routes, l'organisation d'une milice indigène. Cependant, tout ceci fut abandonné au retour du maréchal Clauzel qui entreprit une première et très malheureuse expédition contre Constantine. Son gouvernement donna si peu satisfaction, qu'une pétition demandant enquête sur ses abus, signée par cinquante-quatre personnalités liées à la province fut envoyée à Paris en 1836. Ceci amena en fin de compte la démission de Clauzel. Durant tout le règne de Louis-Philippe on essaya de coloniser ; en fait on n'aboutit qu'à des spéculations, à la colonisation militaire qui était inutile car les cultivateurs n'étaient pas en sécurité lorsqu'ils se trouvaient loin des canons de leurs propres blockhaus, à des tentatives de coloniser l'Est de l'Algérie et de chasser Abdelkader d'Oran et de l'Ouest.

LA RAZZIA

La chute de ce chef intrépide pacifia le pays, si bien que la grande tribu des Hamianes Garabas fit aussitôt sa soumission.

A la Révolution de 1848 le général Cavaignac fut nommé pour relever le Duc d'Aumale comme gouverneur de la province, ce dernier se retira alors, ainsi que le prince de Joinville qui se trouvait aussi en Algérie.

Mais la République n'eut pas plus de chance que la monarchie dans l'administration de cette province. Plusieurs gouverneurs se succédèrent durant sa brève existence. On envoya des colons pour cultiver les terres, mais ils moururent ou quittèrent, dégoûtés. En 1849, le général Pélissier attaqua plusieurs tribus et les villages

UN SIECLE DE 51 JOURS

Et le siège de Zatcha, une ville arabe, prouvait que les indigènes n'avaient ni perdu courage, ni ne s'étaient pris d'affection pour leurs envahisseurs. La ville résista aux efforts de leurs assiégeants pendant cinquante et un jours et fut enfin prise d'assaut.

La Petite Kabylie ne se rendit pas avant 1851, lorsque le général Saint-Arnaud la soumit et établit ainsi une ligne de communication entre Philippeville et Constantine. Les bulletins et les journaux français abondent en déclarations sur la paix et la prospérité de l'Algérie. Ce sont des hommages à la vanité nationale. Le pays est encore plus instable que jamais à l'intérieur. La suprématie française est parfaitement illusoire sauf sur la côte et près des villes. Les tribus affirment encore leur indépendance et leur horreur du régime français. Le système

LA PRATIQUE HABITUELLE

musulmane ont encore leurs cadis ; mais on a établi un système d'arbitrage entre elles dont on dit qu'ils le préfèrent, et un officier (l'avocat des Arabes) est spécialement chargé de défendre les intérêts arabes devant les tribunaux français.

Actuellement, le gouvernement est divisé en trois provinces. Celle de Constantine à l'Est ; celle d'Alger au Centre, et celle d'Oran à l'Ouest... Le pays est sous le contrôle du gouverneur général, qui est aussi commandant en chef, assisté d'un secrétaire, intendant civil, et d'un Conseil composé du directeur de l'Intérieur, du commandant de la marine, de l'intendant militaire et d'un procureur général, dont le travail consiste à entériner les actes du gouverneur.

Le Conseil des contentieux, à Alger, prend connaissance des délits civils et criminels. Les provinces où a été organisée une administration civile ont des maires, des juges et des commissaires de police. Les tribus algériennes vivant dans la religion

ABDELKADER

Un Emir de la tribu bédouine de Hashem Garabo, dans la province d'Oran, descendant d'une ancienne famille de marabouts qui pouvait projeter ses origines aussi loin que les califes de la dynastie des Faimides : son nom en entier est Sidi El Hadj Abdelkader Oulid M'hiddeen. Il naquit en 1807 près de Mascara, et fut éduqué dans un collège pour apprendre la théologie et la jurisprudence. Son père, M'hiddeen, Emir ou prince de Mascara, jouissait de son vivant de la plus haute réputation de sagesse et de sainteté, à un degré tel que sa maison

LE CHEF

le plus brave parmi les braves. L'occupation d'Alger par les Français ne rencontra qu'une faible résistance de la part des Turcs, mais elle souleva le furieux esprit d'indépendance des tribus algériennes, et après avoir versé des flots de sang et dépensé des millions, les Français ne détenaient guère que le sol occupé par leurs propres garnisons. En 1831, Abdelkader, le plus formi-

dable de leurs opposants, s'efforça de consolider les tribus en organisant un système de résistance. Son frère aîné était déjà tombé, lors d'un conflit avec les Français au moment où, à la tête de sa propre tribu et des tribus voisines, il commençait à les harasser, évitant tout engagement, et se contentant de surprendre leurs avant-postes et de couper leurs convois. Dans le

printemps de 1833, le général Boyer commandant d'Oran, lança une offensive sans résultat contre Tlemcen, place forte d'Abdelkader. Ceci encouragea Abdelkader à entreprendre des opérations plus décisives et à la tête de 5 000 Bédouins, il ravagea la province d'Oran et menaça la ville elle-même, sommant les Français d'évacuer le territoire.

UN COMMANDANT DE 23 ANS

Son courage et son audace lors de cette expédition, bien qu'elle ne fût suivie d'aucun résultat positif, lui valurent l'admiration des Arabes : trente-deux tribus se déclarèrent immédiatement en sa faveur, et il fut élu chef des croyants en décembre 1832 alors qu'il avait seulement 23 ans. Il se trouva ainsi placé à la tête de 12 000 guerriers avec lesquels il fit le blocus de la ville et intercepta toutes les communications. En avril 1833, le général Desmichels successeur de Boyer, fit une sortie et mis en pièces un grand nombre de Gharabas. Apprenant ce désastre, Abdelkader avança à nouveau sur Oran, mais sans succès ; et le 7 mai, les Français assiégèrent la ville d'Arzew, un des postes qui permettait au chef arabe de garder une voie de communication par mer. Cependant, ces revers ne modifièrent en rien la réputation d'Abdelkader auprès de ses compatriotes.

Il occupa Tlemcen, puis avança sur Mostaganem, ville en possession des Turcs, jusqu'au Nord-Est d'Arzew ; mais les Français devancèrent ses opérations, et s'emparèrent de Mostaganem. Le général Desmichels s'efforça alors de saper la puissance d'Abdelkader, et d'amener les tribus indigènes à reconnaître la suprématie de la France. Il réussit à enlever la smalah d'Abdelkader. Défaite dont ce dernier se vengea bien par la suite. En décembre 1833 et en janvier 1834, Abdelkader surtout à cause des désertions qui se produisirent dans son camp, essaya de sérieux échecs, et fut contraint de conclure la paix avec la France. Il demanda l'échange de prisonniers et la protection de tout résident ou voyageur européen ; tandis que les Français le reconnaissaient comme prince indépendant. Abdelkader s'occupa alors de reprendre son influence sur les tribus qui avaient été quelque peu ébranlées par ses échecs ; il s'efforça aussi d'introduire méthodes et discipline parmi ses troupes.

Un puissant chef du désert, Moussa El Shérif, eut assez d'audace pour se mesurer à Abdelkader dont il jaloussait la puissance grandissante. L'Emir prit prétexte de ces hostilités pour franchir le Chélif (frontière que lui avait assignée le traité) et châtier l'insolence de son rival. Cette expédition confirma sa réputation, et plusieurs tribus du désert se rallièrent, le reconnaissant comme sultan.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS S'ALARME

En 1835 les chefs de smalahs et des douars qui s'étaient placés sous protection française, demandèrent l'intervention de Trézel contre Abdelkader, qui avait insisté pour qu'ils renoncent à leur alliance avec les Français. Avec ses troupes, le général Trézel avança vers Mascara. Il fut surpris dans sa marche par Abdelkader dans le défilé du Mouleh Ismael et dut se retirer sur Arzew après avoir perdu un canon, son train et avec près de 600 blessés ou tués. Abdelkader adressa une lettre de justification au comte d'Erlon, gouverneur d'Algérie, dans laquelle il rejetait toute la responsabilité des récents événements sur le général Trézel.

PAR KARL MARX

LA TRAITRISE

En même temps, il envoya des messages dans toutes les tribus pour leur montrer l'insolence et la trahison des Français et les appeler à se rallier à lui pour une protection mutuelle. Le maréchal Clauzel fut alors envoyé à Alger comme gouverneur, avec des instructions pour écraser Abdelkader d'un seul coup ; celui-ci, de son côté, entièrement au courant de ce qui se

parvint à Mascara le 6 décembre, et se vengea d'Abdelkader en faisant de cette ville un monceau de ruines.

Une fois réussi cet exploit odieux, les Français furent contraints de se retirer à nouveau. Ils prirent ensuite Tlemcen, en janvier 1836, l'occupèrent, puis retournèrent à Oran. L'inépuisable Emir ne cessa de harceler leur retraite qu'ils n'effectuèrent finalement qu'après de sérieuses pertes.

Ce mode de guerre sauvage et criminel qui n'était rien de plus qu'un système de raids, n'eut aucun résultat positif pour les Français. Dès que l'armée se fut retirée, les habitants de Tlemcen se dressèrent contre la garnison française dont les convois furent coupés, et le général d'Arlandes, commandant en second, reçut l'ordre d'établir un camp fortifié sur la Tafna dans le but de couvrir Tlemcen et de garder libres les voies de communication entre ce poste et les endroits favorables aux Français. Il avança avec 3 000 hommes tandis qu'une autre division de 4 000 hommes était envoyée par mer.

Quand il arriva à environ huit kilomètres de Tlemcen, il fut attaqué par Abdelkader et 10 000 Arabes et repoussé dans son camp fortifié où il fut enfermé et forcé de rester jusqu'à ce que Bugeaud à la tête de 4 000 hommes vienne le délivrer. Abdelkader répandit le bruit que la cause française était perdue, et par ce moyen souleva les tribus arabes à un tel point de fanatisme qu'elles se levèrent en masse contre l'envahisseur détesté. Le général Bugeaud prit alors le commandement.

Abdelkader fut repoussé et la garnison de Tlemcen qui se trouvait au bord de la famine, fut délivrée. Abdelkader menaça le camp fortifié français sur la Tafna, et Bugeaud, acceptant son défi quitta son retranchement et lui infligea une défaite totale, le 6 juillet 1836. Cependant, cette défaite n'aurait pas arrêté l'intrépide Arabe, si en même temps n'était intervenue la révolte de la puissante tribu de la Flita ; il se retire pour la châtier.

Bientôt Abdelkader reprit les armes et Clauzel, qui était très occupé à Constantine, envoya encore une fois Bugeaud dans la province d'Oran en 1837, à la tête de 12 000 hommes. Le commandant français lança des proclamations. Annonçant son intention de marcher sur les territoires arabes à la tête d'une force capable d'écraser toute résistance, mais en même temps il offrit la paix aux tribus qui se soumettraient. Ces proclamations eurent un tel effet qu'Abdelkader fut obligé de demander la paix ; et après un entretient personnel entre lui et Bugeaud, un armistice fut conclu le 7 mai 1837 par lequel il reconnaissait la souveraineté de la France, et acceptait de rendre la province d'Oran et de se limiter à Koléa, Médéa et Tlemcen.



« Contemporains de Karl Marx, l'Emir Abdelkader est mort en 1833, la même année que l'auteur du Capital. Il avait consacré sa vie à l'honneur patriotique des peuples arabes contre l'oppression coloniale. »

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LA LUTTE DU PEUPLE ALGERIEN POUR SON INDEPENDANCE NATIONALE

Essai-critique de Jacques Jurquet publié par l'Humanité-rouge (28 numéros)

Nous pouvons prélever quelques collections sur nos bouillons et les livrer au prix réduit de 10 F plus frais d'expédition (2 F). Adressez-les commandes à l'Humanité-rouge B.P. 365 75 064 - Paris Cedex 02 appuyées du règlement sous forme à votre convenance.

L'OUED EN CRUE

Nous publions ci-après la fin de « L'oued en crue », roman algérien écrit de mai 1957 à décembre 1961, mais resté depuis lors inédit. Ce roman raconte la vie d'une famille, comparable à des milliers d'autres familles victimes du colonialisme.

En 1940, le fils aîné, Ahmed Zerrouk, soldat dans l'armée française, est tué alors qu'il tentait de sauver un officier blessé, sous le feu des Allemands. Seul son portefeuille reviendra en Algérie et sa mère ne s'en séparera plus jamais, le portant sur son cœur.

En 1945, poussé par la famine, le père, Mohamed Zerrouk, se rend dans le Constantinois pour y chercher sa part de grain d'un lopin de terre. Mais il est victime de la sauvage tuerie colonialiste près de Kerrata. Il ne reviendra jamais dans son foyer, à Alger.

Par la suite, le second fils, Mouloud Zerrouk, émigre en France et, pour faire vivre sa mère et ses petits frères et sœur, travaille dans une grande usine de la région parisienne. En 1956, lorsqu'il rentre à Alger, il est soupçonné d'être un agent de liaison du F.L.N., arrêté, torturé par les paras et finalement étranglé.

Dès lors, la mère, écrasée de misère, ne peut plus payer son loyer dans la casbah et, avec ses derniers enfants, Arezki et Zorah, rejoint le bidonville d'El Kettar, près du cimetière musulman du même nom.

Ce roman s'achève par les lignes qui suivent et qui évoquent les grandes manifestations patriotiques de masse de la fin 1960 et des années qui suivirent.

Houria Zerrouk ne manquait plus jamais de se rendre au cimetière, si proche de sa demeure, chaque vendredi. Bien qu'aucun des siens n'y repose, elle pensait de la sorte se rapprocher d'eux en s'arrêtant de longs moments au milieu des sépultures. Lorsque le temps le permettait, elle restait là deux, quelquefois trois heures, sans bouger, sans voir autour d'elle les autres femmes qui passaient, sans entendre les bavardages, sans surprendre les conciliabules. Insensiblement elle prit l'habitude de s'arrêter au même endroit, dans le haut d'El Kettar. Il y avait là quelques tombes visiblement abandonnées. Personne n'y venait plus, depuis longtemps sans doute. Nul géranium n'y poussait, nul jasmin ne s'y trouvait répandu, les lettres arabes, dans la pierre, s'effaçaient lentement. La mère se fit peu à peu la gardienne de ces sépultures, comme si son mari ou ses enfants y avaient été ensevelis. Seul Dieu peut-être sut-il alors qu'elle n'imaginait pas l'endroit où pouvaient reposer les restes de Mohamed, d'Ahmed et de Mouloud. Si bien qu'à la longue elle réagit exactement comme s'ils s'étaient trouvés réellement en ce lieu et entretint avec application ces tombes d'inconnus.

Ce même jour, le vendredi, offrait à Zorah ses joies intimes les plus secrètes. Demeurée seule, elle pouvait donner libre cours à ses rêves et profiter d'une liberté dont elle se sentait frustrée en présence de sa mère et davantage encore de son frère. Avec prudence elle décollait une planche de ce qui servait de sou-

bras dans le trou ainsi ouvert et retirait avec d'infinies précautions un paquet soigneusement plié. Alors, dans sa solitude complice, la jeune fille brôdait avec amour le croissant et l'étoile rouges sur un drapeau vert et blanc, tandis que son cœur sautait dans sa poitrine comme un chevreau sur la montagne libre et que son esprit s'envolait à tire d'ailes géantes vers l'avenir... Que serait donc l'Algérie, demain, lorsque les moudjahiddines aux regards farouches auraient bouté à la mer l'étranger impitoyable ? Quelles cités merveilleuses s'édifieraient alors, où toutes les jeunes filles pourraient apprendre un métier, contribuer au bien-être de tous, aider et soigner efficacement les malheureux, faire en sorte qu'il n'y ait plus aucun mendiant dans les rues tandis que les portes des prisons et des camps s'ouvriraient devant les patriotes enfin libres ?... Quelquefois, percevant le retour de sa mère, il lui fallait cacher précipitamment son travail, mais elle n'avait nulle conscience de désobéissance ou d'irrespect, elle savait trop combien son patient labeur s'identifiait à la lutte de tout son peuple, elle le situait avec justesse dans l'immense secret qu'elle partageait avec toutes les jeunes filles rencontrées dans le silence des regards échangés chez le confectionneur de la rue Bab-Azoun pour lequel elle continuait de coudre à longueur de journées serrouels ou djellabas. De son côté, Arezki disparaissait des journées entières et devenait de plus en plus taciturne, un peu comme si sa vie propre s'était évadée définitivement de la misérable baraque...

et quelle unanimité l'Algérie s'imposait irrésistiblement en tant que nation libre et indépendante.

Min djibalina... Aux premiers rangs des « yaouleds » (1) Arezki Zerrouk, qui n'avait pas même dix-huit ans, assumait avec hardiesse les responsabilités qu'on lui avait confiées. Sorti de la basse Casbah, son groupe devait commencer à contre-manifester au cœur même des quartiers européens.

Des petits cireurs avaient apporté leurs caissettes et les brisant en mille morceaux, proclamaient dans l'enthous-

asme qu'ils ne ciraient plus jamais les souliers des français !

De leur côté, les jeunes ultras s'étaient éclipsés dès l'apparition des musulmans. Les paras, qui les avaient laissés faire jusque-là, s'étaient alors retournés face à la jeunesse algérienne.

Min djibalina...
De nos montagnes
S'élève la voix
Des hommes libres
Elle nous appelle
Au combat pour l'istiqal ! (2)

D'une seule voix ardente, les enfants de la Casbah chantaient l'hymne des patriotes. Dans le ciel des hélicoptères d'observation tournoyaient comme des oiseaux de malheur.

Alger n'était plus qu'un volcan humain crachant de toutes parts comme une lave incandescente la colère trop longtemps retenue. Quand fut achevée la dernière phrase du chant, Arezki donna le signal des mots d'ordre à scander : « Algérie algérienne ! » - « Vive le G.P.R.A. » - « Tahia el Djazaïr ! » Des centaines de voix répondant à la sienne reprenaient avec chaleur tandis que les parachutistes en tenue léopard demeuraient impassibles, mais livides de colère.

Au bout d'une dizaine de minutes apparurent derrière leurs rangs serrés des renforts qui descendaient prestement de camions. Arezki comprit aussitôt que son groupe ne pourrait pas résister, les mains nues, à l'assaut de ces hommes en armes.

« Repli dans la Casbah ! », lança-t-il, puis il entonna de nouveau « Min djibalina ». Les paras chargeaient déjà, crosse en l'air, frappant devant eux de toutes leurs forces sans même épargner les enfants. Et, tout à coup, des chiens policiers, bavant de rage, les crocs menaçants, furent lâchés derrière les manifestants. Les jeunes gens se hâtèrent vers les premières

As-tu déjà vu le cours d'un fleuve remonter vers sa source ?

Répondant aux directives de ses organisations, la population algérienne s'était rassemblée en moins de temps qu'il n'en fallait pour que les colonialistes se terrent dans leurs villas ou leurs appartements luxueux, barricadant portes et fenêtres avec leurs

ruelles, les soldats stoppèrent en contre-bas. Arezki qui avait à cœur de protéger lui-même le repli de ses compagnons fut rattrapé par l'une des bêtes qui aboyait féroce. Alors commença l'un de ces combats terrifiants comme seule la préhistoire avait pu en connaître ou bien encore l'époque où les esclaves étaient jetés dans les arènes pour l'amusement des mal-

Le jeune homme fit face au chien. Résolument il tenta d'attraper l'animal à la gorge, mais celui-ci enfonça profondément ses crocs acérés dans l'un des avant-bras. Arezki ne put retenir un hurlement de douleur. Son sang jaillit du poignet. Il réussit à enserrer le corps de la bête entre ses jambes. Les deux antagonistes roulèrent ensemble dans un ruisseau. De loin les paras ordonnaient : « Mords-le ! Tue-le ! » Les enfants algériens, pourchassés par d'autres chiens, ne pouvaient pas intervenir pour dégager leur « frère ». Alors, au prix d'un effort surhumain, Arezki réussit de son bras libre à entourer le cou de l'animal. Et il serra, il serra de plus en plus fort à mesure que sa propre douleur augmentait. La lutte à mort entre l'homme et la bête fut désespérée.

Arezki gardait toute sa conscience bien qu'il crût à chaque seconde qu'il allait lâcher sa prise et se laisser succomber. Ses vêtements étaient déchirés, souillés de sang. Le chien râlait, se débattait avec violence sans desserrer sa mâchoire.

Les secondes, au cœur bouillant du jeune algérien, n'avaient plus aucun rapport avec le temps. Et soudain l'étreinte bestiale se détendit, Arezki se dégagea, une rafale de mitraillette claqua, le jeune homme trébucha, mais réussit à s'enfuir dans le dédale complexe des ruelles.

Les paras s'avancèrent pour ramasser l'animal dont la rage n'avait pu triompher de l'enfant.

meubles et tout ce qu'ils pouvaient trouver.

A Belcourt, à Climat de France, à Dar el Mahçoul, à Dar es Sâda, au Clos Salembier, au Ravin de la Femme sauvage, à la Redoute, dans la Casbah, partout les hommes, les femmes, les vieillards vinrent grossir démesurément les rangs des jeunes.

Les ruelles, les escaliers, les terrasses s'emplit d'une foule incommensurable.

La Casbah était comme le lit d'un oued soumis à une crue soudaine, irrésistible. Le torrent humain débordait. Jamais, de mémoire de musulman, ne s'était vu pareil mouvement.

Houria, avertie de la manifestation, avait appris dans la rue que son fils était blessé. Avant de partir elle avait recommandé à Zorah de ne sortir sous aucun prétexte, la jeune fille n'avait rien répondu mais un sourire malicieux avait effleuré ses lèvres. La mère descendait entourée de voisines, poussée en avant avec véhémence à la fois par l'inquiétude et par la colère. Une fois encore son cœur battait au rythme du malheur. Qu'était-il donc arrivé à son fils ? Était-il seulement blessé ? Ou bien... ?

Partout sur son passage la foule s'ouvrait avec respect, beaucoup la connaissait et l'on racontait volontiers la tragédie de sa vie à l'image de celle du peuple algérien.

Dans la basse Casbah il lui fut pourtant plus difficile d'avancer, tant la foule était dense. On lui avait indiqué l'endroit où Arezki était soigné, mais des milliers et des milliers de manifestants bouchaient les ruelles de toutes parts.

« Khalilini nedjouz. Oulidi !... Oulidi ! », répétait-elle sans cesse comme une litanie (« Laissez-moi passer. Je veux voir mon fils »).

Elle put enfin atteindre la maison où s'était réfugié le jeune homme. Bien qu'il y ait autour de lui quelques hommes, elle s'approcha et l'embrassa sur le front. Elle remarqua aussitôt qu'il avait perdu beaucoup de sang. Le poignet droit avait été profondément mordu par le chien policier et malgré un garrot serré sur l'avant-bras, un filet de sang conti-

nuaît à sourdre par saccades. On attendait un médecin pour arrêter définitivement l'hémorragie.

Arezki, pâle, regarda sa mère et voulut parler, mais on lui demanda de rester calme. Un garçon de peine plus âgé que lui-même lui conseilla doucement :

« Eskout, ya khouia, eskout » (3).

Dehors la foule toujours plus dense répétait inlassablement ses mots d'ordre nationaux. Le docteur arriva enfin à son tour. C'était un vieux médecin juif que tout le monde respectait, parce qu'il n'avait jamais humilié un seul musulman et qu'il avait guéri des milliers de malades sans jamais rien exiger de ceux qui n'avaient pas les moyens de payer. La mère s'avança et se précipita à ses pieds :

« lechfi ouli, ya tebib, quelbi mazal mah'rouq ! » (4).

Il la fit se relever et s'efforçant de lui parler en arabe la tranquillisa du mieux possible. Puis il soigna le blessé, consolida le garrot, rassembla diverses chairs en les cousant, fit plusieurs piqûres tandis que le patient ne laissait pas échapper la moindre plainte.

Houria observait, ne parvenant pas à dominer son angoisse. Chaque geste, chaque instrument dont se servait le praticien lui semblait appartenir à un monde de sortilèges dont dépendait étroitement la vie de son fils.

« Voilà, c'est fini », dit enfin le médecin. « Reste allongé ici jusqu'au soir, puis tu pourras rentrer chez toi », ajouta-t-il à l'adresse du jeune patriote.

La mère embrassa les mains qui venaient de retenir le sang dans le corps d'Arezki.

Les premières paroles du patient furent pour elle : « Maman, va maintenant dans la rue avec les autres femmes. C'est pour l'Algérie. »

moudjahiddines dans les montagnes, tu viens ici pour tuer une mère ? Tire donc si tu l'oses, enfant de France ! »

Le para mit un doigt sur la gâchette de son arme. Des centaines d'yeux étaient fixés sur les deux antagonistes, dans ce silence qui appartient aux dimensions du tragique et de l'héroïque.

« Tire si tu en as le courage ! », répéta Houria.

Le canon de la mitraillette s'inclina lentement vers le sol et le militaire, ne pouvant plus soutenir le regard de la mère, baissa les yeux.

Une véritable explosion de cris salua cette victoire. Partout la foule se mit à scander :

« Tahia el Djazaïr ! » - « Tahia el Djazaïr ! »

D'innombrables drapeaux verts et blancs furent déployés au-dessus des têtes. Houria fut de nouveau ballottée dans la mer humaine. Par moments, elle crut reconnaître, à quelques distances et à sa grande surprise, sa fille Zorah au milieu d'un groupe de jeunes.

Ensuite, elle remarqua un garçon qui ressemblait à Ahmed, son premier enfant... Elle porta machinalement la main sur son cœur et sentit avec ses doigts, à travers la robe, le vieux portefeuille qu'elle ne quittait jamais. L'image des tombes qu'elle entretenait à El Kettar flotta quelques instants devant elle.

Alors, elle poussa un nouveau zér'arit, en dédiant toute sa portée à la mémoire de son aîné. Elle recommença avec plus de force encore à l'intention de Mohamed, son mari dont elle n'avait plus jamais rien su. Enfin... sous son voile son visage se durcit affreusement et blêmit ; sa voix se fit rauque, inhumaine ; son cri pour Mouloud fut le plus long de tous ceux qu'elle avait lancés de sa vie entière. Peu après, les barrages français

furent rompus. Les manifestants submergèrent les soldats. Un cortège immense se forma et se dirigea vers le centre. Des centaines et des centaines de jeunes et d'enfants marchaient en tête, clamant d'une seule voix : « Mort au colonialisme ! Vive l'indépendance ! Nombre d'entre eux portaient des pulls verts et des foulards blancs, incarnant le drapeau vivant de leur nation en marche. Tous étaient animés d'un indescriptible enthousiasme. Que pouvaient donc contre eux le fer ou le feu ? Ils n'avaient plus rien à perdre, mais tout à gagner !

Par quel cheminement la mère se retrouva-t-elle, dans les premiers rangs, à la place qu'aurait occupée ses fils s'ils avaient pu être là ?

« Rebbi h'anin. Mad'reb ouledi mahouch farar ! » (6).

Elle marcha soudain près de Zorah, qui criait de toutes ses forces. Leurs regards se croisèrent. Alors la jeune fille sortit de sous sa robe le fanion qu'elle avait brodé en cachette. Houria le saisit aussitôt d'un côté. Leurs mains s'élevèrent ensemble vers le ciel limpide.

Côte à côte, la mère et la fille avancèrent du même pas confiant. Quand crépiterent les premières salves elles ne s'arrêtèrent pas. Des corps s'affaissaient, des hurlements de douleur s'élevèrent de tous côtés. Mais elles avancèrent encore, insensibles à la mitraille... Les balles ne pouvaient plus rien contre elles...

(1) Garçons.
(2) L'indépendance.
(3) Tais-toi, frère, tais-toi.
(4) Sauve-le moi. Docteur, mon cœur est encore brûlé.
(5) Cris traditionnels lancés par les femmes à l'occasion de grands événements : « youyou » en terme populaire.
(6) Dieu est bon. La place de mes fils n'est pas vide.



LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN EST CELLE DE 100 MILLIONS D'ARABES

Depuis 5 ans le peuple palestinien s'est porté en force aux avant-postes de la lutte des masses arabes contre l'impérialisme. Il y a 5 ans c'était l'agression éclair des troupes sionistes contre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie. Bénéficiant de la surprise, d'une armée et d'une aviation puissantes peu respectueuses des conventions internationales (bombardements massifs au napalm, etc.), du soutien inconditionnel de leur commanditaire américain, les agresseurs en 6 jours portèrent les territoires occupés de 20 800 km² à 102 400 km². Les sionistes quadruplaient leurs conquêtes de 1948 ! Un nouvel épisode sanglant venait de marquer la « croissance » de l'État juif bâti sur le sang et les souffrances du peuple palestinien et des masses arabes.

Mais en 1967 la victoire des armées sionistes a été une fausse victoire, une victoire qui portait en elle la défaite. Dès juin 67 le peuple palestinien prenait entièrement en main son propre destin : une guerre classique avait pris fin, mais la guerre du peuple, la guerre de libération nationale commençait, les héroïques fedayin, le peuple palestinien tout entier, hommes, femmes et enfants n'allaient pas tarder à montrer leur détermination à vaincre.

KARAME...

En juin 67, dans la bande de Gaza bastion de la résistance palestinienne les agresseurs ont rencontré une opposition inouïe. C'est pas à pas et avec de lourdes pertes que l'armée d'occupation a progressé. Depuis lors jamais elle ne fut en sécurité. Septembre 67 : les opérations de harcèlement systématique de l'occupant commencent ; la crainte saisit véritablement l'agresseur : désormais il ne pourra plus commettre ses crimes impunément. Il va payer cher les assassinats, les tortures, le dynamitage des mai-



Le peuple chinois soutient la guerre de révolution nationale palestinienne. Ci-dessus Chou En-Lai s'entretient, à Pékin en 1970, avec Yasser Arafat.

sons, le regroupement des populations arabes en camps de concentration.

Cela devient indiscutable pour l'opinion mondiale le 21 mars 68.

A cette date les troupes sionistes ont décidé une de ces fameuses opérations « de représailles » si semblables à celles des nazis. 15 000 agresseurs appuyés par les blindés et l'aviation pénètrent en Transjordanie. Immédiatement ils rencontrent une résistance farouche : des tanks sont détruits. Des paras sionistes sont largués au dessus de Karame qui compte 50 000 « réfugiés » et une base d'entraînement des fedayin. La résistance est telle que les agresseurs finissent par plier armes et bagages. En s'enfuyant ils tentent d'assouvir leur folle



Le peuple algérien soutient ses frères arabes, les patriotes palestiniens.

rage sur les réfugiés : ils dynamitent toutes les installations de leur camp, emmènent 300 prisonniers et en fusillent un grand nombre. Mais ils n'y pouvaient rien, leur défaite était inscrite à jamais : 400 fedayin palestiniens avaient tenu tête à 15 000 sionistes. Animés d'une ardeur magnifique, les

ment » dans la presse libérale bourgeoise de notre pays. En juin 67 la quasi-totalité de la presse française avait pris fait et cause pour les agresseurs, ce « petit peuple menacé par des voisins belliqueux ».

Du torchon nazi « Défense de l'Occident » au très « libéral » « Nouvel Observateur » la joie fut unanime devant les massacres perpétrés par l'armée sioniste. (Notons en passant que les « libéraux » qui criaient avec le gouvernement sioniste à la menace arabe ont aujourd'hui bonne mine : des personnalités et des généraux de ce gouvernement peu suspects de sentiments pro-arabes reconnaissent qu'Israël n'était pas menacé en 67.)

En 67 l'hystérie pro-sioniste, alimentée par le racisme anti-arabe a fait tomber bien des masques. L'appareil de propagande impérialiste et sioniste bien rôdé a exploité des sentiments humanitaires nés de la barbarie antisémite des nazis mais aussi les souvenirs de la défaite coloniale française face à l'héroïque peuple algérien. Cela a démontré à quel point la lutte du peuple algérien avait été la lutte de tous les arabes et à quel point le peuple palestinien poursuivait ce combat.

L'HISTOIRE NE MENT PAS

L'idéologie sioniste est née en Europe orientale comme une solution réactionnaire à l'antisémitisme organisé par les classes dominantes pour détourner la colère du peuple contre une autre partie du peuple. Nombre de juifs réagirent positivement et gagnèrent les rangs de la révolution. Cependant sous l'impulsion de la haute bourgeoisie juive le mouvement sioniste s'organise : il rejette tout lien avec le peuple, le pays où les juifs sont intégrés, pour construire « une autre patrie purement juive ». Et c'est alors que le sionisme prend sa pleine signification réactionnaire : il se fait l'agent de l'impérialisme alors en

pleine expansion. Les sionistes hésitent beaucoup sur la terre qui leur est « promise » et finalement ils choisissent la Palestine (alors administrée par la Turquie). Le dirigeant sioniste Herzl déclare à la fin du XIX^e siècle : « Nous pourrions nous faire fort de régler complètement les finances de la Turquie. Pour l'Europe nous constituerions là-bas, un morceau de rempart contre l'Asie ; nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. Nous demeurerions comme état neutre, en rapports constants avec toute l'Europe. »

Le sionisme aujourd'hui comme hier est fidèle à sa devise : c'est bien un fer de lance de l'impérialisme.

Pendant la première guerre mondiale la France et la Grande-Bretagne se partagent le Moyen-Orient en zones d'influence. La Grande-Bretagne, alors que la Palestine est toujours turque, accorde un morceau de Palestine aux sionistes ! Arabes et Palestiniens ne sont évidemment pas informés. La Turquie battue, l'Agence sioniste fait venir des immigrants. Le 27 février 1920 50 000 arabes manifestent à Jérusalem contre l'immigration juive. La population palestinienne, y compris les juifs palestiniens, est hostile à l'invasion. De fait, la population amenée d'Europe, comme les Français d'Algérie ou les anglo-saxons d'Afrique du Sud ou de Rhodésie est une population coloniale implantée avec des privilèges exorbitants pour servir des intérêts capitalistes. L'invasion et la spoliation, accompagnées du racisme et du terrorisme anti-arabe, se développent. Ils rencontrent l'opposition farouche des masses palestiniennes. Au fur et à mesure, les ambitions sionistes grandissent. En 1936 éclate la grande révolution populaire palestinienne qui porte à un haut degré la conscience nationale du peuple palestinien.

Au cours de la seconde guerre mondiale l'impérialisme américain, favorisé par la guerre (ses industries travaillent alors à plein), devient l'impérialisme dominant. Dès 1941 les dirigeants sionistes changent de protecteur : ils offrent leurs « bons offices » aux États-Unis. Ils seront récompensés. En 1948 l'État juif est créé : il reçoit 55 % de la Palestine alors que l'Agence sioniste n'avait acquis (en les achetant) que 5,67 % de ce territoire ! Immédiatement les sionistes vident les territoires de leurs occupants légitimes, les Palestiniens. Après avoir terrorisé la population par une multitude de massacres, ils s'emparent des terres « libres ». Voilà comment fut créé le « problème des réfugiés ».

L'État sioniste était belliciste par nature : il avait promis d'être le garant de l'ordre impérialiste dans la région. A deux reprises, en 48 et en 56, épaulé par les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France, il étend son territoire dans l'agression contre les peuples arabes en marche vers leur indépendance totale.

LE GARDIEN DES INTERETS U.S. DANS LA REGION

Aujourd'hui, alors que l'impérialisme américain s'effondre dans le monde entier, il s'accroche désespérément aux plus riches des régions qu'il pille. Les territoires arabes recèlent des richesses inestimables. Aussi l'impéria-

lisme U.S. compte-t-il sur l'État sioniste pour dissuader les peuples arabes de se libérer définitivement.

Par la terreur de l'État juif il essaie d'inculquer aux arabes que mieux vaut vivre à genoux sous la botte U.S. Mauvais calcul ! Il obtient le résultat inverse : jamais les 100 millions d'arabes n'ont été aussi convaincus de la nécessité de chasser l'impérialisme.

D'autres impérialistes utilisent l'État sioniste, d'une autre manière. Ainsi, les dirigeants soviétiques se servent de la menace permanente américano-sioniste pour développer leur implantation locale et leur contrôle économique et militaire sur certains pays

arabes. Les impérialistes français aspirent à jouer le même rôle. Cependant tous sont d'accords pour s'opposer à la juste lutte du peuple palestinien. Ils l'ont montré en novembre 1967 avec la résolution du Conseil de Sécurité. Les révisionnistes soviétiques le confirment chaque jour en renforçant la population coloniale de l'État sioniste par l'envoi des juifs soviétiques.

Si les divers impérialistes sont divisés sur la liberté d'action à laisser à l'ogre sioniste, une chose reste certaine c'est que les masses arabes, peuple palestinien en tête, sauront les mettre d'accord en brisant le fer de lance de l'impérialisme U.S. dans la région.

H. JOUR.

JE RÉSISTERAI...

Je résisterai sans peur. Oui, sans peur, je résisterai.

Sur le sol de mon pays, je résisterai.
Qu'ils me volent tout ce que j'ai, je résisterai.
Qu'ils me tuent mes enfants, je résisterai.
Qu'ils dynamitent ma maison,
O ma maison chérie !
A l'ombre de tes murs, je résisterai

Je résisterai sans peur...

De toute mon âme résolue, je résisterai.
Avec mon gourdin, mon couteau, je résisterai.
Le drapeau à la main, je résisterai.
Qu'ils me coupent la main
Et souillent le drapeau,
Avec ma main valide, je résisterai

Je résisterai sans peur...

Pied à pied, sur mon champ, mon jardin, je résisterai.
Avec ma foi et ma volonté, je résisterai.
Avec mes ongles et mes dents, je résisterai.
Et quand bien même mon corps
Ne serait plus qu'une plaie,
Avec le sang de mes blessures, je résisterai.

Je résisterai sans peur...

Nouveaux crimes sionistes

Les « bonnes âmes » si promptes à s'émouvoir, du pape à Mitterrand, n'ont pas élevé la moindre protestation contre les crimes commis ces jours-ci par l'armada sioniste dans le sud du Liban. Qu'est-ce qu'une vie d'Arabe pour ces canailles ?

Et pourtant c'est à de véritables massacres de femmes, d'enfants, de vieillards que les sionistes se livrent. Le 21 juin l'aviation et l'artillerie ont attaqué le village d'Hasbaya situé au Liban. Bilan : quarante-huit morts.

Des quartiers entiers ont été rasés.

Écoutons les récits des témoins :

Le correspondant de l'Agence Associated Press raconte : « Des femmes, empoignant leurs enfants, se sont mises à courir en hurlant de panique, tandis que les avions à réaction israéliens semaient la mort et la destruction. Des cadavres et des blessés gisaient dans plusieurs rues... Ce village, dont la majorité de la population (quatre mille personnes) est druze, a déjà été l'objet de raids de représailles israéliens, en février et mars 1972 et en mai 1970 ; mais un habitant déclare : « On n'a jamais vu chose pareille ».

Où bien encore l'envoyé spécial de l'A.F.P. : « Des champs de blé et des cultures brûlaient tout autour de Hasbaya, après l'explosion des bom-

bes incendiaires... Des personnes étaient prisonnières sous les débris de maisons. Le village semblait avoir été victime d'un tremblement de terre... »

Dans les jours qui ont suivi plusieurs autres villages ont été bombardés.

Le 23 juin c'est le village de Deir El Achayer qui a été attaqué. Sur deux cent cinquante habitants que comptait le village, environ quarante ont été tués parmi lesquels de nombreux enfants.

D'autres villages ont été également attaqués et un bateau de pêche coulé.

Et le chef d'état-major de l'armée sioniste a déclaré être prêt à utiliser « tous les moyens nécessaires ».

Ces crimes interviennent au moment où certains milieux dirigeants du Liban s'apprêtent à frapper le peuple palestinien dans le dos, en particulier par la révision des accords du Caire qui permettaient aux Palestiniens de séjourner au sud du Liban.

D'ailleurs le général sioniste Herzog, commentateur militaire officiel d'Israël, a clairement déclaré que les récentes agressions visaient à renforcer les éléments hostiles à la résistance palestinienne.

Il s'agit d'une nouvelle phase dans la tentative de liquidation de la ré-



Patriotes palestiniens à l'instruction militaire.

sistance palestinienne au Liban, une tentative pour isoler le peuple palestinien et préparer l'annexion du sud du Liban. A ce sujet le général sioniste Herzog a récemment déclaré

que le Liban sud n'appartenait plus au Liban.

Mais c'est compter sans la détermination du peuple palestinien et des autres peuples arabes de lutter pour chaque pouce de leur terre.

Écoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



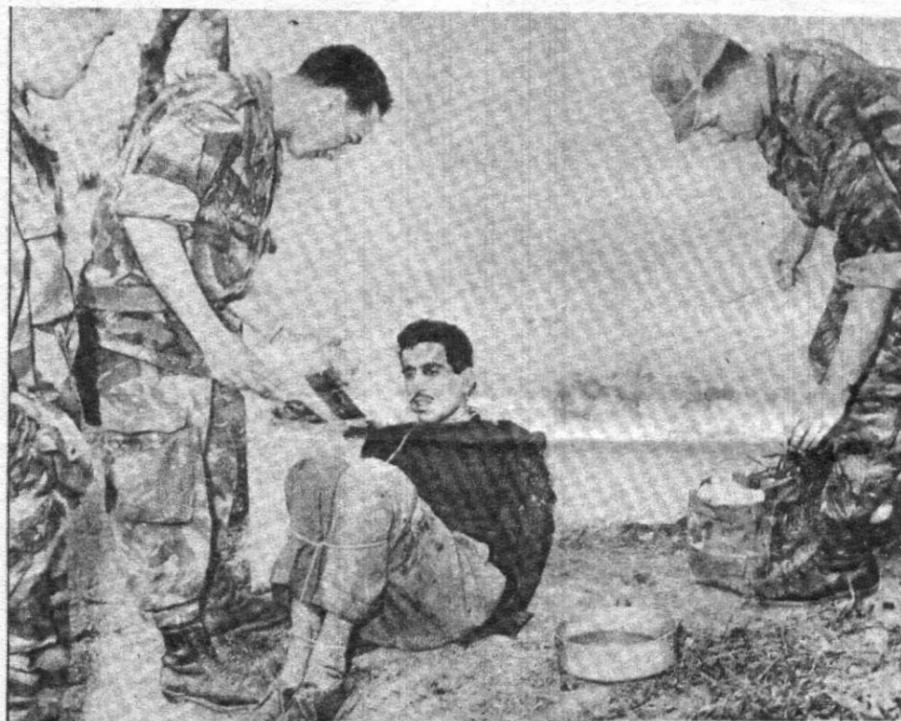
LE RETOUR DES ASSASSINS

Les assassins ont la parole et avec cynisme justifient leurs crimes à la télévision, dans des livres lancés à grands coups de publicité.

C'est Massu qui fait l'apologie de la torture, de la mutilation, du sadisme, de la bestialité, de l'humiliation. C'est Sergent, dirigeant des tueurs de l'OAS, qui proclame en titre d'un livre « Je ne regrette rien », ce Sergent membre de la direction d'« Ordre Nouveau ». C'est Salan qui passe à la télévision. C'est Soustelle, autre chef des tueurs OAS, qui est membre de la municipalité de Lyon et sera candidat aux élections législatives.

Tout comme Touvier ou Barbie, il s'agit là de criminels de guerre qui devraient être châtiés comme tels.

Au travers de la campagne abjecte qui se déroule, il faut voir une volonté de justifier le crime, d'expliquer la torture, de la présenter comme quelque chose de « normal ». Il ne s'agit pas seulement de « passer l'éponge » sur les crimes innombrables commis hier contre le peuple algérien, il s'agit aussi de préparer les esprits à de nouveaux crimes, aux méthodes de la terreur



Des pratiques de nazis

fasciste contre le peuple de France. Il s'agit de faire rentrer la torture dans les mœurs, de la « légaliser », pour préparer les consciences à son recours systématique.

MASSU-LA-TORTURE

Gratifié par Pompidou quelques mois avant la retraite de sa quatrième étoile de général de corps d'armée, Massu entra à Alger en décembre 1956 sur la demande de Guy Mollet. Là ce fut le temps de la terreur, des assassinats en série, de la torture, des camps, des « disparitions ».

Aujourd'hui, Massu s'explique, se justifie, et il est à peu près certain que ces justifications ont reçu l'accord de Debré, ministre des armées, tout officiellement devant soumettre ses écrits au contrôle de ses supérieurs.

REHABILITATION DE LA TORTURE

Le cynisme digne des S.S. dont fait preuve Massu nous dispense de commentaires : « Pratiquement, si, pour faire « cracher le morceau », il fallait que « ça cogne un peu », les questionnaires étaient conduits à faire subir aux prévenus des douleurs physiques dont la violence était graduée pour aboutir à l'aveu ».

« Le procédé le plus couramment employé, en sus des gifles, était l'électricité par usage des génératrices des postes radio (la gégène : première syllabe du mot génératrice, et l'application d'électrodes sur plusieurs points du corps. »

« La création d'un corps spécial, le C.C.I. (Centre de Coordination Inter-armée) entretenant des détachements

opérationnels de protection, les D.O.P. spécialisés dans les interrogatoires des suspects qui ne voulaient rien dire, a répondu au souci du commandement de ne confier cette tâche qu'à des cadres éprouvés. » (Extraits de « La vraie bataille d'Alger ».)

« Oh ! Ne parlons pas de torture qui est un grand mot et qui excite les sensibilités... C'était un état de fait si vous voulez. Mais au lieu de ne rien dire, ce qui était le cas des généraux de Constantine et de Bône, et d'ailleurs, moi il me paraît plus honnête de dire carrément : "Je suis au courant, j'ai regardé un peu ce que c'était que cette histoire, et puis en route, continuons..." » (interview au "Figaro").

LA REALITE DE LA TORTURE

Les mots sont impuissants à rendre compte de la souffrance infligée à un peuple. Par milliers, des patriotes algériens subirent la torture à l'électricité, le supplice de la baignoire, etc.

Voici le récit de certaines scènes vues par une jeune femme algéroise arrêtée et torturée en août 1957 par

La sentinelle, sorte de brute, s'avança lourdement. Sans surprise, en maugréant, elle essuya avec le mouchoir le sang étalé. Puis elle revint désinfecter l'endroit à l'eau de Javel. Installé plus loin, le détenu commençait à gémir. Le jeune prisonnier, toujours fraîchement rasé, qui servait à boire aux entrants s'approcha de lui. « Je ne bois pas des mains d'un fic », dit le malade. La salle resta un moment interdite. Puis un détenu barbu donna à boire à l'entrant. Celui-ci s'assit un instant pour demander à la sentinelle quelques cachets qui se trouvaient dans sa veste. Elle refusa. Il se recoucha nous tournant le dos, le visage vers le mur. Il geignait doucement, appelant parfois sa mère.

Tout à coup, il se dressa sur un coude et cria un mot dans la salle, vers nous tous. Je ne compris pas ce mot, mais il sembla jeter l'effroi sur les visages de mes compagnons. Ils tournèrent leurs regards vers la sentinelle avec appréhension (liberté ou indépendance, avait-il dû crier).

Je le regardais souffrir, me disant qu'il fallait, si cet homme mourait, que certains recueillent ses dernières paroles et le suivent pas à pas au moment où il quittait la vie.

A nouveau, il se souleva et vomit du sang abondamment.

La sentinelle, furieuse, le poussa du pied pour nettoyer son coin. Il lui dit courageusement : « Cela ne vous suffit pas ? Vous ne voyez donc pas que je suis foutu ? »

Puis il réclama ses cachets : la sentinelle, après ces deux vomissements, les lui apporta. Il en avala quatre ou cinq.

Un para entra et lui demanda son nom : « Je suis "Sid Ahmed" ! » cria-t-il avec fierté. Au bout de quelques minutes, il sombra dans une sorte de coma : ses ronflements se transformèrent en un bruit grotesque, fantastique, qui emplit toute la pièce.

Ce rôle monotone m'assoupit. Je ne sais combien de temps j'avais pu dormir, mais ce fut un silence pesant qui m'éveilla en sursaut. Je m'assis sur mon lit de camp, juste pour apercevoir deux paras emmenant Sid Ahmed inanimé hors de la classe ; ils le traînaient par les pieds. »

LES COTES ENFONCEES

« Nous nous arrangions pour faire parvenir aux grands malades de la confiture, du pain ou du lait, achetés clandestinement à l'extérieur. Un soir, Kheira qui feignait de balayer la cour devant l'infirmerie, revint surexcitée : « Savez-vous qui est là-bas dans un triste état ? Mustapha, le bijoutier de la rue Boutin. Il m'a reconnue — un brave homme, le malheureux ! Demain nous lui apporterons des vivres. »

Quelques-unes d'entre nous, habitant le quartier, le connaissaient. On le disait à peine âgé de vingt-cinq ans, père de deux petites filles, partout estimé. A Kheira, après l'arrestation de son mari, il avait proposé une aide, comme un parent. Le lendemain deux ou trois femmes purent le voir et lui dire quelques mots. Il respirait très mal, méconnaissable, nous dirent-elles au retour.

Vers une heure du matin, il mourait. Toute la nuit, les lueurs des lampes électriques éclairèrent les murs de l'infirmerie. Nous entendîmes la jeep du médecin pénétrer dans le camp, le bureau de l'adjudant resta allumé fort tard. Au matin, le bruit courait déjà parmi les détenus : Mustapha, le bijoutier de la rue Boutin, était mort, les côtes enfoncées. Kheira recueillit mise en tissu éponge rayé multicolore. »

Et puis il y a ceux qui étaient arrêtés un jour et ne revenaient plus jamais chez eux : les « disparus ».

Hamid Abdaini, 18 ans. Arrêté chez lui par les parachutistes. On ne le reverra plus.

**Cet homme
est un
criminel
de guerre**



il s'appelle
MASSU
Général 4 étoiles

Mohamed Achache, 45 ans, menuisier, père de 5 enfants. Enlevé avec un de ses fils qui l'entendra hurler toute la nuit et ne le reverra plus.

Ils seront ainsi 3024 au moins qui disparurent ainsi à Alger sur l'ordre de Massu.

3024 enfoncés dans la nuit, que l'aube ne revit pas.



Après le premier interrogatoire

Tout comme nous exigeons le châtiement du milicien Paul Touvier, nous exigeons le châtiement de Massu, général à quatre étoiles et criminel de guerre.

Il ne s'agit pas seulement d'un combat pour que justice soit rendue à l'héroïque peuple algérien, il s'agit aussi d'un combat pour l'avenir du peuple de France.

Il s'agit d'un combat contre le fascisme.

A l'image de son peuple DJAMILA BOUPACHA



Interviewée pour une émission récente de la Télévision française, l'héroïque patriote algérienne Djamilia Boupacha nous a donné une extraordinaire leçon de dignité et de modestie. A la question directe : « Avez-vous été torturée ? », elle a répondu simplement que ce fut « son peuple entier qui subit les tortures ». Comme le journaliste français insistait : « Mais vous, personnellement, vous avez été torturée ? », elle a pratiquement refusé de répondre et s'en est tenue à sa première déclaration.

Or, si l'on se reporte au livre-témoignage présenté en 1962 par Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi et qui porte justement le nom prestigieux de la jeune fille algérienne, « Djamilia Boupacha », on peut y découvrir l'ignoble, l'abominable traitement qui lui fut infligé par les criminels de guerre placés sous les ordres de Massu-la-Torture.

Extraits de ce livre sorti à la NRF par les Editions Gallimard, nous

publions ci-après, comme symbole de l'Algérie martyrisée mais inexorablement indépendante, une photographie de Djamilia Boupacha, ainsi que des passages de lettres qu'elle adressa pendant son incarcération à maître Gisèle Halimi, son avocate.

Nous exprimons notre respect infini, à travers Djamilia Boupacha, à tous les Algériens et Algériennes qui ont subi la torture de la part des S.S. colonialistes agissant crapuleusement au nom de notre peuple. Nous les remercions de l'extraordinaire leçon de courage qu'ils ont offerte aux peuples révolutionnaires du monde. Nous savons que nous ne pourrions effacer définitivement l'horreur du colonialisme français qu'en l'écrasant, à notre tour, dans notre propre pays, par la révolution prolétarienne.

Par leur héroïsme, les « Djamilia » et le peuple algérien entier nous ont ouvert la voie...



Après la torture Djamilia près de sa sœur et de sa mère.

Ensuite Monsieur Patin m'a montré un petit plan désignant la Caserne le Génie d'El Hussein. Dey et qu'il avait fait sur le fait lui-même et m'a demandé si je reconnaissais l'endroit exact où j'ai été torturée. J'ai reconnu les lieux où j'ai été électrocutée et brûlée à l'aide de cigarettes; auant au supplice de la baignoire et de la bouteille, je n'ai pu me rappeler l'endroit puisque à ce moment là j'étais toute étourdie par les coups et la brutalité de mes bourreaux.

LE SERMENT

Le rôle des femmes dans la révolution algérienne a revêtu une importance historique capitale. Afin d'en souligner la portée, nous publions ci-après deux textes extraits d'un Bulletin de la Fédération de France du Front de Libération Nationale sous le titre : « La femme algérienne ». Ces textes ont été rédigés à l'époque par la section féminine.

Notre serment

Après plus de 130 ans d'un colonialisme hideux, plus de sept années d'une guerre acharnée, impitoyable, inhumaine faite à notre vaillant peuple, nous voyons enfin poindre l'aube de notre Indépendance Nationale si ardemment désirée et si chèrement payée par toutes les Algériennes et tous les Algériens.

Le cauchemar fait place à l'espoir — l'espoir de vivre libres, l'espoir de vivre fières de notre peuple, fières de notre PATRIE ALGÉRIENNE dont nous avons été frustrées bien avant notre naissance.

De toute notre âme, de tout notre être, nous clamons notre reconnaissance éternelle à la GLORIEUSE REVOLUTION ALGERIENNE qui nous a permis de déchirer le voile obscur dans lequel nous a enserrés le colonialisme français.

La victoire arrachée par notre peuple au prix des plus durs et des plus nobles sacrifices nous emplit d'un bonheur sans prix mais aussi, nous fait mesurer le prix de la liberté.

Nous savons aujourd'hui que nous devons plus que jamais rester vigilantes et nous tenir mobilisées pour continuer le combat révolutionnaire pour la socialisation de toutes les richesses de notre pays afin que le peuple algérien tout entier, le fellah comme l'ouvrier, les travailleurs de tous horizons, soit le grand bénéficiaire de sa propre REVOLUTION.

CONSCIENTES DE CET IMPERATIF, nous Femmes Algériennes, nous jurons devant le monde entier, devant l'univers !

Nous jurons !

— au nom de tout ce qui est Algérien : le ciel, la terre, les étoiles, les fleurs, les oiseaux, les morts, les vivants,

— au nom de notre Révolution sacrée, au nom de tous ses défenseurs, au nom des premiers résistants à la pénétration du colonialisme étranger sur notre sol, au nom de tous les ABDELKADER, de toutes les Fatima KAENI, des MOK-TRANI, au nom de tous les AMIROUCHES, au nom de toutes les DJAMILA, de tous les héros et les martyrs connus ou inconnus, au nom de toutes les victimes innocentes, de toutes les souffrances physiques et morales endurées par notre peuple depuis 1830,

Nous jurons et nous faisons le serment solennel de lutter jusqu'au dernier souffle de notre vie, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, avec tout notre courage et notre foi inébranlable, pour la réalisation totale des objectifs de notre Révolution, de combattre inlassablement pour la sauvegarde des intérêts de notre peuple, pour maintenir intacte l'indépendance totale de notre pays.

Aucune force ne pourra nous arrêter dans cette bataille, car, la FEMME ALGERIENNE, créée par la Révolution est consciente de la valeur et de la portée historique de sa mission. Par sa propre réussite, elle sera un guide éclairé pour toutes ses sœurs africaines ; elle portera haut et fière, le flambeau de la lutte libératrice de la Femme africaine, elle sera un exemple pour toutes les femmes dont le monde entier portera témoignage.

Le réveil de la femme algérienne

Oui ! un réveil — pourquoi le nier, car, la Femme Algérienne jusqu'à l'heure de la Révolution, n'était pas considérée comme une personne à qui l'on attachait de l'importance. Elle n'existait pas, menait une vie de recluse. De chez ses parents, elle allait chez le mari et ainsi pour elle, les années se succédaient ternes et sans joie. Mais depuis la REVOLUTION, la Femme Algérienne s'est transformée, elle a rejeté tous les préjugés, redressé la tête et pris ses responsabilités. Elle a suivi son mari, son frère ou père dans la lutte, côte à côte. Dans toutes les phases de la lutte, elle sait apporter son aide courageuse et efficace.

Au sein de l'A.L.N., elle lutte les armes à la main, assume les responsabilités de l'organisation sanitaire au service des combattants et de la population.

La Femme Algérienne a souffert dans sa chair ; elle a été arrêtée, torturée, violée, assassinée, condamnée

à mort. Sa vie, son sang ont été donnés pour l'Indépendance de son pays et pour se libérer de la tyrannie d'où qu'elle vienne.

« Depuis huit années, l'activité de la Femme Algérienne ne fait qu'augmenter. Elle ne doit pas s'arrêter, ne pas perdre cette importance qu'elle a acquise grâce à la Révolution. Tout au contraire, elle doit préparer l'avenir de son pays, et pour cela, elle doit être à égalité avec ses Frères, défendre ses droits, doit participer activement à la vie de la nation, car, elle a un grand rôle à jouer. Le PEUPLE compte sur elle — doit-elle le décevoir ? NON ! Elle continuera cette lutte magnifique avec tout son cœur et toute sa foi.

L'époque où la Femme Algérienne n'avait pas droit à la parole est finie, en aucun cas elle ne doit cesser de lutter pour l'avenir de son pays, cette chère Algérie qui sortira victorieuse malgré tous les obstacles qu'elle peut rencontrer.

ALBANIE AUJOURD'HUI

REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION

ABONNEMENT : 1 an, 20 F

L'exemplaire : 3,30 F

Ecrire à : Drejtoria Qëndrore e Përhapjes librit,
Rruga Konferenca e Pezës, TIRANA (ALBANIE)
ou par notre intermédiaire

CONSEILS JURIDIQUES AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES

FRERE ALGERIEN, VOICI LES DROITS QU'ENSEMBLE NOUS AVONS CONQUIS, QU'ENSEMBLE IL NOUS FAUT DEFENDRE ET ELARGIR

Le patronat et son gouvernement ne rêvent que d'une seule chose : diviser ceux qu'ils exploitent, ceux qui créent les richesses, pour continuer à arrondir tranquillement leurs profits avec la sueur et le sang des ouvriers. Mais les luttes de la classe ouvrière de France, Français et immigrés, leur imposent des défaites, leur arrachent des droits qu'ils cherchent sans cesse à reprendre. Ces droits chèrement obtenus dans la lutte,

il faut refuser de les leur abandonner. Il faut batailler sans cesse pour les défendre et les élargir.

Il faut refuser la séparation entre les ouvriers français et immigrés, entre immigrés de différentes nationalités.

Tous ensemble, rejetant la division, arme du patronat, luttons pour l'égalité des droits de tous les travailleurs !

POUR POUVOIR ENTRER ET TRAVAILLER EN FRANCE, QUELS PAPIERS FAUT-IL ?

Pour venir en France

Il faut maintenant :

— Posséder une carte de l'Office national algérien de la Main-d'Œuvre (O.N.A.M.O.) ;

— Passer une visite médicale à la mission médicale française en Algérie qui timbre la carte O.N.A.M.O.

Cela suffit pour entrer en France et y séjourner pendant neuf mois pour chercher du travail.

Le certificat de résidence

Pour les camarades de nationalité algérienne, il sert à la fois de titre de séjour et de carte de travail. Il est obtenu à la fin du délai de neuf mois, à condition de présenter :

— a) Une attestation de logement (s'adresser aux services de la mairie ou de la préfecture) ;

— b) Un certificat médical (établi en Algérie par la mission médicale française auprès de l'O.N.A.M.O. ou, pour les Algériens déjà installés en France, par un médecin agréé par l'Office national d'Immigration) ;

— c) Une pièce d'identité permettant de justifier l'adresse et la profession.

Le certificat de résidence est établi gratuitement par la mairie du lieu d'habitation. Il est valable pour l'ensemble du territoire français et permet d'exercer n'importe quelle activité salariée.

QUELS SONT VOS DROITS A LA SECURITE SOCIALE ?

En 1965, un accord franco-algérien a été signé en matière de droits sociaux (maladie, retraites, accidents du travail, allocations familiales, etc.).

Il accorde, en principe, aux travailleurs algériens en France l'égalité de traitement avec les Français et le maintien de certains avantages déjà acquis en Algérie (voir : pension vieillesse), sauf en matière d'assurance maternité et d'allocations familiales.

Cet accord vient tout juste d'être amélioré :

— Maintenant, les droits sociaux sont applicables à votre famille, même si elle habite toujours en Algérie.

— De même, ayant, les travailleurs algériens retraités, invalides, accidentés du travail, ainsi que les veuves et les orphelins, perdaient le droit à pension qu'ils avaient acquis en France, quand ils retournaient vivre en Algérie. Cette mesure scandaleuse a été supprimée : ils seront maintenant couverts par la Sécurité

sociale algérienne qui prendra le relais de la Sécurité sociale française.

Assurance maladie

Comme tous leurs frères immigrés, les camarades algériens sont soumis aux mêmes conditions de déclaration et de paiement obligatoire de cotisations de Sécurité sociale que les travailleurs français. Les conditions nécessaires pour avoir droit aux soins, indemnités, remboursements, sont aussi les mêmes. (Par exemple, en cas de maladie de moins de six mois, il faut avoir travaillé au moins 200 heures pendant les trois mois avant la maladie, pour être remboursé.) Les patrons essaient souvent de faire encore plus de bénéfices sur le dos des travailleurs immigrés en ne les déclarant pas à la Sécurité sociale, mais ils y sont absolument obligés par la loi.

Assurance invalidité

La pension d'invalidité acquise en France par le travailleur algérien conti-

nue de lui être versée en Algérie quand il a quitté la France.

Pension vieillesse

Elle est calculée comme pour les

Français mais on tient compte en plus des périodes de travail effectuées en Algérie.

En cas de décès, la veuve a droit à une pension, qu'elle habite en France ou en Algérie.

COMMENT S'ORGANISER POUR SE DEFENDRE FACE AUX EXPLOITEURS ?

Comme tous les travailleurs, vous avez le droit de faire grève pour imposer vos revendications aux patrons récalcitrants, mais la loi française interdit à la plupart des travailleurs étrangers — dont les Algériens — d'avoir un poste dirigeant ou responsable dans un syndicat.

Officiellement, vous pouvez quand même — c'est la moindre des choses — vous syndiquer librement. Mais la réalité est parfois bien différente, comme à Simca-Chrysler ou chez Citroën, où les patrons fascistes prétendent imposer leur syndicat, C.F.T. ou autre. Dans ce cas, l'action syndicale existe quand même, bien sûr, mais elle est clandestine, ou à moitié clandestine seulement, pour pouvoir agir en évitant la répression.

Les travailleurs algériens peuvent-ils être délégués du personnel ? membres du comité d'entreprise ?

Aux élections professionnelles, dans l'usine ou sur le chantier, les travailleurs algériens sont électeurs dans les mêmes conditions que les travailleurs français : il faut avoir 18 ans au moins et six mois d'ancienneté dans l'entreprise.

AVEC TOUS LES TRAVAILLEURS DEFENDONS LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Le gouvernement au service des patrons et des banquiers dispose de toute une série de mesures pour tenter de bâillonner les travailleurs immigrés qui protestent contre leur honteuse exploitation : interdiction de séjour, assignation à résidence, expulsion. Mais là encore, la force unie des travailleurs de France peut les faire reculer.

Que faire en cas de menaces d'expulsion ?

Il faut d'abord alerter l'ensemble des

ouvriers de l'usine ou du chantier quand un camarade est victime d'une menace d'expulsion pour que la solidarité s'organise autour de lui pour faire reculer les exploiters et leur police.

Il faut ensuite refuser la procédure d'urgence si elle est décidée par la police et exiger d'être entendu par la commission d'enquête qui doit se réunir dans ce cas. Devant elle, l'assistance d'un avocat est obligatoire si on la demande.

* UNE SEULE CLASSE OUVRIERE, LES MEMES DROITS POUR TOUS

C'est la revendication qu'il faut imposer partout. C'est celle qui a déjà été victorieuse sur de nombreux points. Par exemple, le régime des salaires et conditions de travail (congés payés, jours fériés, durée du travail) est en principe le même pour tous. Il y a un article du Code Civil qui dit :

« L'étranger jouit des mêmes droits que le travailleur français, sauf ceux qui lui sont expressément refusés par un texte légal ou réglementaire. » Or, les textes qui parlent de l'exécution du contrat de travail ne contiennent aucune restriction particulière pour les étrangers.

Congés payés : attention !

Ils sont de deux jours ouvrables par mois de présence dans l'entreprise pour la période du 1^{er} juin de l'année précédente (1971) au 31 mai de l'année en cours (1972).

Mais attention : il arrive souvent que les travailleurs immigrés qui doivent faire un long et coûteux voyage pour aller voir leur famille demandent au patron de pouvoir s'absenter du travail un mois ou deux de plus. Parfois le

patron est d'accord mais souvent il ne reprend pas l'ouvrier immigré à son retour et le licencie pour faute grave. C'est un moyen commode pour lui de ne pas payer de primes d'ancienneté ou d'indemnités de licenciement. Il faut donc faire la demande de congé par écrit et, si possible, obtenir une réponse écrite elle aussi. Si au retour le patron refuse de réembaucher, il doit alors payer toutes les indemnités obligatoires.

En cas de maladie pendant les congés, il faut tout de suite avertir le patron (en lui envoyant un certificat médical) et votre caisse de Sécurité sociale.

Enfin, une absence de plus de six mois hors de France fait perdre le certificat de résidence, sauf autorisation administrative accordée avant le départ.

En cas de chômage

Vous avez droit aux allocations du chômage d'Etat et des A.S.S.E.D.I.C. comme tous les travailleurs, qu'ils soient français ou étrangers. Si vous perdez votre travail, il faut immédiatement s'inscrire au bureau de la Main-d'Œuvre (en demandant l'adresse à la mairie), ce qui permet de continuer à être couvert par la Sécurité sociale et de toucher les allocations.

COLONIALISME FRANÇAIS PAS MORT !

L'exemple de la Guyane prétendue Française

Hier, nombre de nos camarades combattirent l'oppression colonialiste qui s'exerçait contre le peuple algérien. Ils considéraient à juste titre comme un devoir sacré de soutenir la lutte du peuple algérien pour son indépendance. Le colonialisme français fut vaincu.

Aujourd'hui, le colonialisme français poursuit ses méfaits et crimes contre d'autres peuples. Comme hier, les marxistes-léninistes de France considèrent que leur devoir est de dénoncer et combattre le colonialisme français, de soutenir les peuples en lutte pour leur libération du joug de l'esclavage colonialiste.

Nous publions ici des nouvelles qui nous sont parvenues de Guyane. Elles témoignent que le colonialisme français reste égal à lui-même.

**Le peuple guyanais vaincra à son tour !
Le colonialisme français sera de nouveau vaincu !**

Depuis une semaine, plusieurs Guyanais ont reçu la visite des forces de répression (gendarmes) avec un mandat de perquisition ; pour trouver QUOI, on se le demande...

Le mardi 20 juin 1972, M. Sebastien Hoyos, un ami brésilien, bien connu dans le milieu Guyanais pour sa bonne humeur et son ardeur au travail dans la société SOGURAC pour laquelle il s'occupait d'un élevage de 200 porcs environ et d'une production de laitue, dans la commune de Matoury, a, lui aussi, reçu la visite des forces de répression françaises.

Pas plus tard que le mardi midi, à la radio, un ministre français intoxiquait le Peuple Guyanais sur les bienfaits du système français qui vient de promulguer une loi anti-raciste. Il nous disait, entre autre, que la France est le refuge des « persécutés ». C'est du bluff. Les faits sont là. La réalité est criante. On nous ment et on nous trompe constamment pour que la domination française demeure et que par conséquent les Guyanais soient toujours exploités par la France.

En réalité, le pouvoir Français est un pouvoir policier mis en place pour



Même les enfants subissent une exploitation coloniale forcée.

du fascisme et non de la Démocratie, le Pouvoir Colonial se montre sous son vrai visage, celui de la violence et du non respect des opinions et de la personnalité d'autrui...

Une fois de plus, les gendarmes sont en Guyane pour « mater » les Guyanais. C'est clair. Quand on porte plainte pour des vols il n'y a pas de suite tandis que lorsqu'il s'agit de casser du nègre, de matraquer la population et de persécuter des personnes pour leurs opinions politiques, les gendarmes sont là et travaillent d'arrache pied...

Ainsi pour endiguer le flot de colère des Masses Populaires Guyanaises lassées de subir les méfaits du colonialisme et du capitalisme, le Pouvoir colonial français développe un vaste complot destiné à écraser toute opposition conséquente à sa néfaste et criminelle politique.

Une grande vigilance s'impose.

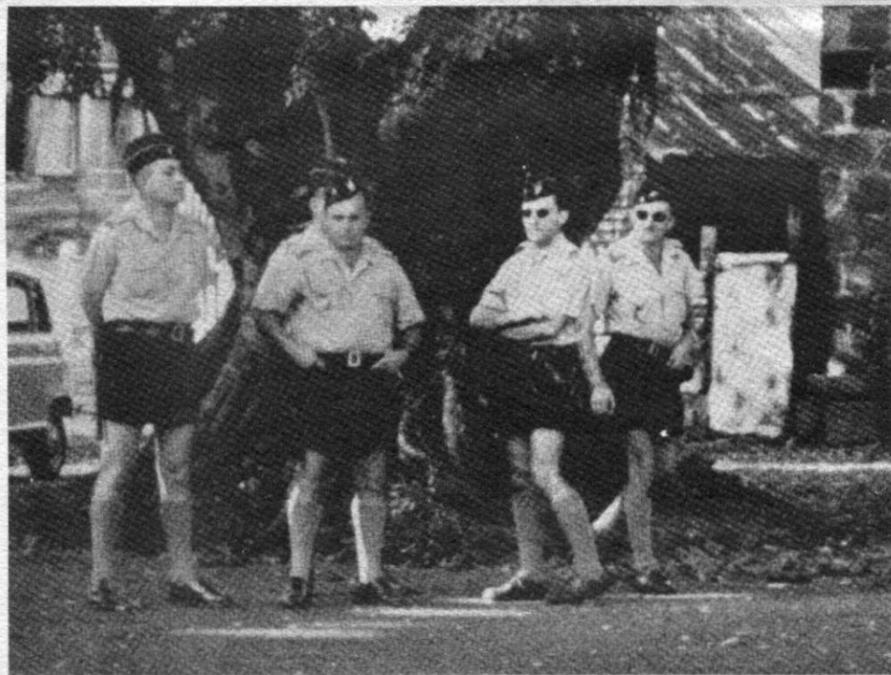
complot contre les Patriotes guyanais et leurs amis, il n'existe qu'une seule voie, qu'une seule force capable de conduire notre peuple à la victoire sur les forces de répression, d'exploitation, d'oppression et de réaction : cette force, c'est l'unité des forces de progrès.

Nous devons rester vigilants, nous ne devons pas nous décourager mais, au contraire, redoubler d'ardeur dans notre travail patient d'éducation politique des masses dans la conviction de parvenir à vivre dans une Guyane libre politiquement et prospère.

Le Parti du travail de Guyane appelle les partis de gauche et les hommes de progrès à s'unir face au complot du Pouvoir colonial...

Pour imposer avec force cette unité des forces de progrès, Guyanaises, Guyanais :

— Rejoignez les rangs du Parti du Travail de Guyane, organisation



Forces de « l'ordre » colonialiste à pied d'œuvre pour « casser du nègre ».

Appréhendé à Rochambeau, très tôt le matin, il fut conduit chez lui, à Matoury pour la perquisition et amené à la gendarmerie de Cayenne vers 8 heures. Sa femme, inquiète de ne pas le revoir, alla se renseigner à ladite gendarmerie vers 15 heures. Les gendarmes lui dirent de porter une veste pour son mari et de venir avec leurs trois enfants à 17 heures précises.

A 17 heures, on lui apprend qu'un ordre d'expulsion du « territoire français » était prononcé à l'égard de son mari. Pour quoi ? Aucun motif ! Ça vient de Paris !

Mme Sebastien et les trois enfants ont alors été retenus à la gendarmerie jusqu'à ce que M. Sebastien soit mis de force à bord du Boeing 747, à destination de la France...

Voilà la liberté dans le système colonialiste et capitaliste que le Pouvoir Français impose à la Guyane depuis plus de 350 ans !

défendre les intérêts de la bourgeoisie française et des grands financiers français qui ont des intérêts sur le marché guyanais.

Le Pouvoir Français ne garantit nullement la liberté mais au contraire, avec tous les moyens militaires dont il dispose, il persécute les citoyens honnêtes et tente de régner par la terreur.

Le Pouvoir colonial français, par ces récentes manœuvres de perquisition tente de faire peur à la Grande masse de Guyanais qui opte pour un autre régime politique. Ce que le pouvoir oppresseur et exploiteur du Peuple Guyanais n'a pas obtenu par le chantage sentimental (mère patrie, sécurité sociale, etc.), il essaie de l'obtenir par la terreur et l'intimidation...

Mais, cette idée de changer le statut politique qui date de 10 ans est devenue une volonté indéfectible de la grande majorité des Guyanais. Et, par cette action scandaleuse qui relève



Les peuples antillais manifestent contre le colonialisme.

Il faut briser ce complot.

Plus que jamais, les Guyanais, hier trompés par les hommes de main du Pouvoir Français (UDR et RDG) doivent faire un examen de conscience et peser où est la vérité, où est la liberté et de quelle liberté s'agit-il ?

Pour stopper la course au fascisme du Pouvoir Français, pour briser le

d'avant-garde du Peuple Guyanais pour l'Indépendance nationale et pour l'avènement du socialisme -

— Guyanaise, Guyanais, soyons solidaires !

— Vive le Socialisme libérateur !

— Le Peuple vaincra !

CLASSE CONTRE CLASSE

Crimes du capital

A l'usine du trust sidérurgique, Wendel-Sidélor à Homécourt, en Meurthe-et-Moselle, un ouvrier a été tué sur le coup et six de ses camarades ont été blessés dont trois grièvement. C'est à la suite d'une explosion, qui s'est produite le mardi 20 juin, dans les batteries à coke du groupe sidérurgique que l'ouvrier Ali Bettacini, âgé de 45 ans est mort.

Wendel-Sidélor a de plus en plus de sang sur les mains et depuis octobre 1971, c'est le 25^e travailleur qui est tué.

Exigeons la sécurité sur les lieux de travail.

A l'usine des Dunes - Creusot Loire - de Leffrinckoucke, près de Dunkerque dans le Nord, un ouvrier est mort brûlé vif.

Mercredi 21 juin, Roger Abdallah, 35 ans, travaillait au réglage d'une pièce de laminage, lorsque son pied fut entraîné par un cylindre du laminage, déséquilibré. Il tombe sur le lingot chauffé à 1 000 degrés. Transformé en torche vivante, il est mort presque aussitôt.

Les travailleurs ont tout de suite cessé le travail pendant 24 heures contre ce crime du capital. Les travailleurs exigent des mesures de sécurité pour les ouvriers. Il y a moins d'un mois un ouvrier a trouvé la mort.

A Arras, ce même 21 juin, deux ouvriers travaillant sur un chantier ont été électrocutés. La flèche de la grue a touché un câble à haute tension. L'ouvrier Jules Mallion, 31 ans, domicilié à Trévin dans le Pas-de-Calais est mort sur le coup. Joseph Stanek, 43 ans, habitant Pont-à-Vendin dans le Pas-de-Calais a été hospitalisé.

**TRAVAILLEUR
QUI LIS
L'HUMANITÉ ROUGE
SOUTIENS
TON JOURNAL !
ÉCRIS-LUI
POUR DÉNONCER
LE CAPITAL
ET TOUS SES VALETS !
L'HUMANITÉ ROUGE
EST UNE ARME
DE LA
CLASSE OUVRIÈRE**

Hutchinson à Châtelleraut (Vienne)

Les ouvriers, dont les deux tiers sont de jeunes ouvrières âgées de 17 à 22 ans, de l'usine Hutchinson à Ingrandes près de Châtelleraut sont en grève depuis mercredi 7 juin pour leurs salaires. Cette usine de confection de chaussures en caoutchouc exploite ces travailleurs pour des salaires de misère. C'est pourquoi cette grève avec occupation est suivie à 100 %.

LES PROVOCATIONS EN ECHEC !

Mais déjà les chefs et la maîtrise tentent des actions de division dans les rangs ouvriers : « Que ceux qui veulent travailler puissent le faire. » Jeudi, les résultats de ces pressions se font sentir : une centaine de bureaucrates se rendent au boulot.

Devant la ferme résolution des grévistes, le soutien qui s'organise, le patron (Hern) cherche la provocation vendredi en se promenant parmi les grévistes et en les narguant : « Frappez-moi donc, cognez ! » Les grévistes déjouent toutes ces manœuvres.

Samedi, les paysans organisent le soutien matériel (vente et distribution de poulets, lapins, lait, légumes, etc.).

Les ouvrières poursuivent leurs explications sur leur lutte à l'aide d'un micro et, le lundi suivant, seulement dix bureaucrates vont bosser.

Voyant l'échec de leurs provocations, mardi, Hern et les cadres organisent un coup de force contre le piquet de grève ! Cinq ouvrières sont blessées, dont une grièvement (traumatisme crânien).

Aussitôt, des manifestations ont lieu pour dénoncer cette provocation et le rôle des cadres.

REFUS DE L'ACCORD-BIDON

Depuis, la grève continue, une consultation doit avoir lieu lundi matin 19 juin, le syndicat C.G.T. ayant signé un constat d'accord avec le patron.

Ces négociations s'étaient déroulées vendredi, et la dernière proposition « concrète et définitive » du patron était : 3,5 % d'augmentation pour certaines, et 2 % pour d'autres. La majorité des ouvrières présentes décidaient de continuer la grève. La C.G.T. avait commencé à appeler à la reprise du travail.

Rappelons les revendications des grévistes :

- 10 % d'augmentation pour tous ;
- Pas de salaires inférieurs à 1 000 F ;
- Plus de salaires à la tête du client ;
- Amélioration des conditions de travail et d'hygiène ;
- 44 heures payées 45 et le blocage des cadences.

Le lundi 19 à 7 heures du matin, la C.G.T. appelait, par un tract intitulé : « Savoir terminer une grève », à la reprise du travail puis à un vote à bulletin secret à 9 heures. La C.F.D.T. appelait à la poursuite de la grève. Un quatrième supplément au « Canard sauvage » rédigé par des ouvrières appelait à continuer la lutte.

La reprise du travail, organisée par le patron et les cadres (pendant la grève), s'est trouvée facilitée par le comportement des bonzes C.G.T. : les ouvrières et le piquet de grève voulaient garder les grilles fermées, afin de ne pas laisser rentrer les jaunes ; les bonzes leur ont déclaré qu'il ne fallait pas porter atteinte

à la « liberté du travail » et que, de plus, « fermer les grilles, c'était encourager des actions aventuristes qui ne peuvent que nuire à l'unité d'action ! (Alors que toutes les grévistes étaient unies, dans l'action, sur le point particulier des grilles !)

De plus, les ouvrières comprennent actuellement la nécessité d'avoir des revendications non hiérarchisées, les grévistes expliquent :

- 10 % sur 800 F = 80 F.
- 10 % sur 2 000 F = 200 F.
- Différence de départ :
2 000 F — 800 F = 1 200 F.
- Différence à l'arrivée :
2 200 F — 880 F = 1 320 F.

SOUTIEN ACTIF

Il faut noter le soutien apporté par les travailleurs des établissements Biro et Fils, qui ont connu une trahison flagrante de la part de la C.G.T. : alors que les grévistes avaient organisé un comité de grève (révocable à tout instant, syndiqués ou non...), qu'ils avaient des revendications non hiérarchisées, la C.G.T. (7 cartes vendues dans l'usine sur 90 travailleurs) a organisé la reprise du travail en faisant voter, alors que les éléments les plus avancés dans l'usine participaient à une manifestation en ville de soutien avec Hutchinson !

Le soutien des paysans a été un aspect très positif et a été très bien accueilli par les grévistes. Il faut noter à leur sujet les actions de masse qu'ils ont effectuées contre la Coopérative laitière du Haut-Poitou (blocage des camions - intervention des C.R.S.).

HUTCHINSON PAIERA !

Correspondant « H.R. ».

S. E. B. à Selongey (Côte-d'Or)

Les polisseurs de la Société d'Emboutissage de Bourgogne (S.E.B.) qui depuis plusieurs semaines avaient déposé leurs revendications concernant les salaires et les conditions de travail, las d'attendre la réponse de la direction sont passés à l'action. Le vendredi 9 juin ils décidaient la grève avec occupation. Dans l'après-midi de cette même journée, tous les ouvriers des divers ateliers, les ont rejoints dans la lutte pour leurs revendications. Ainsi les 950 ouvriers de la S.E.B. s'organisent, des piquets de grève sont mis en place, les grévistes, forts de leur unité d'action disent avec force : « L'usine appartient aux travailleurs, c'est nous qui l'avons faite. » (voir l'article du même titre paru dans l'Humanité Rouge n° 153).

La grève dure donc maintenant depuis plus de deux semaines, et la mafia Lescure a laissé tomber le masque du paternalisme. Elle s'est montrée telle qu'elle est, une famille de rapaces acharnée à exploiter au maximum les travailleurs. Tous les moyens lui ont été bons pour tenter de décourager les travailleurs en lutte : « Lettres ouvertes larmoyantes du « patriarche » Frédéric Lescure », « documents mensongers sur la participation », « intervention du C.D.R. fasciste local appelant à une intervention policière », « fausses nouvelles », etc. Et surtout, la direction de la S.E.B. a le culot de poser un préavis inouï à l'ouverture de négociations : « évacuation des locaux » et 48 heures après seulement, elle acceptera de discuter !

Les travailleurs en grève refusent bien entendu de telles conditions et continuent la grève avec occupation.

« PLUS DE P.D.G. MAIS UN PRÉSIDENT DE SURVEILLANCE »

Oui, la grève continue. Et ce n'est pas la lettre ouverte du maire, Frédéric Lescure qui changera notre détermination. Dans le premier paragraphe de celle-ci, il nous annonce qu'il n'y a plus de P.D.G. mais un président de surveillance. Vraiment la « nouvelle société » change de physionomie mais son contenu reste bel et bien le même. Lisez plutôt : « Dans le communiqué du maire de Selongey du 15 juin 1972, il a bien été précisé que la S.E.B. n'avait plus de P.D.G., que j'étais devenu depuis le 27 mai président du conseil de surveillance, que le conseil de surveillance avait nommé un directeur et son président et que conformément à la loi c'était le directeur qui avait la direction effective de l'entreprise ».

UNIS, NOUS SOMMES LA MAJORITE

Après ce tour de passe-passe, cet exploiteur capitaliste entonne un langage qui ne nous surprend pas : « Dans l'état actuel des choses, le pouvoir à l'intérieur de l'entreprise est réglé par un certain nombre de lois. Ces lois peuvent être modifiées ; dans un régime démocratique, ces modifications doivent être faites par les élus dans le respect de l'ordre et non sous la pression de minorité dans la violence et le désordre. Les lois, bien entendu, doivent pour être honnêtes respecter un certain nombre de droits ».

L'on croirait lire les plumitifs du Parti révisionniste sur la « démocratie avancée ».

Mais quant à nous, travailleurs actuellement en grève nous déclarons : « La minorité c'est vous, et vos quelques comparses puisque lorsque nous sommes en grève, la S.E.B. ne peut tourner, produire. Donc concrètement il se trouve réaffirmé dans la pratique, une fois de plus que la majorité c'est nous, nous les ouvriers ».

Quant aux lois, ce sont les lois de la minorité capitaliste et non les nôtres.

Et puis quant à la violence, le capitalisme exploiteur la pratique chaque jour contre les travailleurs par des brimades, des licenciements, etc., et lorsque nous sommes en grève, il est fait appel aux forces de répression, à la justice bourgeoise, etc.

LA SOLIDARITE C'EST ÇA !

Les grévistes ont lancé au début de la semaine un appel à les soutenir dans leur lutte à tous les travailleurs de la Côte d'Or. Les militants, communistes marxistes-léninistes ont pris aussitôt cette tâche en main et ont collectés en quelques jours la somme de 478,15 F. Ces collectes ont été effectuées au Prisunic, à Péjous, au restaurant universitaire Mansard et Montmizard, à la porte des usines (S.C.A.L., COMINOR, Manubart), au P.T.T., à l'hôpital Montmizard, au cinéma Eldorado, au port de porte, dans les quartiers, etc.

La lutte continue !
Le combat paiera !

Correspondant H.R.

DANS LES ENTREPRISES

S.C.P.C. (CLERMONT-FERRAND) :

PREMIER REcul DU PATRON

Après dix semaines de grève, les ouvriers de la S.C.P.C. ont repris le travail. Leurs revendications sont loin d'être satisfaites mais ils ont obtenu par leur lutte des acquis importants qu'il faudra qu'ils défendent pied à pied contre la rapacité du patron.

INTEGRATION DES PRIMES AU SALAIRE

Pour ce qui est de la prime à la production ou prime à la tête du client variant de 0 à 200 F environ, le patron a cédé : il ne peut plus la faire miroiter pour amener les ouvriers à faire des cadences infernales, pour tenter de les diviser entre eux. Cette prime ne dépend plus de la production accomplie ou de la « cote d'amour » auprès du chefailon. Elle est maintenant fixe : 100 F pour tous ceux qui avaient avant de 0 à 100 F et pour ceux qui avaient une prime supérieure à 100 F elle reste aussi la même qu'avant, quelle que soit la production accomplie.

Rappelons que les grévistes demandaient environ 200 F par mois pour tous à la place de la prime.

Bien que le patron ait signé pour la suppression de la prime à la production, il ne faut pas se faire d'illusions : il tentera encore d'inciter les ouvriers à aller plus vite, toujours plus vite par un nouveau système, en essayant de les diviser, en donnant plus aux uns qu'aux autres.

Mais qu'il fasse bien attention, parce que toutes ses basses manœuvres n'ont pas empêché les ouvriers de la S.C.P.C. de forger leur unité, de s'organiser et d'entrer en lutte. Ceux qui avaient la plus forte prime étaient d'ailleurs à la pointe du combat.

Qu'il prenne bien garde de ne pas jeter de l'huile sur le feu en croyant

l'éteindre. Les ouvriers de la S.C.P.C. ont fini leur grève dans l'unité, ils se sont déjà organisés avant la reprise pour couler les cadences, pour ne plus finir la journée à bout, exténués comme avant.

Ils ont pris encore une fois conscience de leur force en trouvant une usine morte. La quarantaine de jaunes et de chefs si prompts à les traiter de bons à rien et de feignants n'avaient pour ainsi dire rien réussi à produire.

L'ETAT AU SERVICE DES PATRONS, LES DIRIGEANTS DU P.C. » F. ET DE LA C.G.T. COMMIS DE LA BOURGEOISIE

Ce qui est positif aussi dans cette grève, c'est que les ouvriers de la S.C.P.C. ont fait l'expérience par eux-mêmes du rôle de l'Etat bourgeois, de la presse bourgeoise et de la trahison des dirigeants du P.C. » F. et de la C.G.T.

Ils savent que si l'Etat entretient des bandes armées en si grand nombre, ce n'est pas pour faire traverser les enfants des écoles ou pour faire la circulation, c'est d'abord et avant tout pour garantir aux capitalistes leurs profits scandaleux, pour réprimer les ouvriers et tous les travailleurs qui se révoltent contre l'exploitation qu'ils subissent. Ils le savent parce qu'une meute de gardes mobiles a envahi l'usine qu'ils occupaient en les chassant pour faire rentrer le patron et les jaunes.

Ils savent que la justice, les juges ne sont pas en dehors des classes ou au-dessus, mais qu'ils sont bel et bien du côté de la bourgeoisie, des patrons, puisqu'ils ont fait comparaître devant les tribunaux les délégués les plus comba-

tifs, protégeant ainsi le patron qui lui est bel et bien un buveur de sang (même si ce n'est pas dans le Code Pénal bourgeois).

Enfin, ils savent que les dirigeants traîtres du P.C. » F. et de la C.G.T. sont eux aussi au service des patrons. Une semaine avant que les grévistes reprennent le travail, les délégués C.G.T. allaient pointer avec les jaunes encouragés par les bonzes de l'U.L. C.G.T., protégés par les gardes mobiles. Malgré cela, la C.G.T. et le P.C. » F. ne se sont sentis nullement gênés pour convoquer le Comité de défense des libertés (bourgeoises) réunissant le P.C. » F., la C.G.T., le P.S., le P.S.U., la C.F.D.T. et la Ligue des Droits de l'Homme. Les bonzes révisionnistes prétendaient organiser une action pour protester contre l'intervention de la police à l'usine. Malgré la liste déjà longue des méfaits des révisionnistes, alors que la C.G.T. venait de signer pour la reprise du travail avec les flics à l'usine, les illusions l'ont emporté chez les grévistes et dans le comité de soutien. Les ténors réformistes de l'U.D. C.F.D.T., du P.S., du P.S.U., aidés par les trotskystes de la Ligue et par Front Rouge, ont pu faire croire qu'une manifestation sous la houlette des bonzes du P.C. » F. et de la C.G.T. « amènerait beaucoup de monde, aurait plus de force », etc., malgré l'intervention de militants de l'Humanité Rouge et de la Gauche Révolutionnaire qui refusaient qu'on mette toute l'action de soutien à la remorque des traîtres et proposait une action autonome du comité de grève et du comité de soutien.

Résultat : au départ de la manifestation, 400 personnes, 300 pour les grévistes et le comité de soutien, 100 pour

le P.C. » F. et la C.G.T. (plusieurs manifestations organisées par le comité de grève, le comité de soutien et la C.F.D.T. avaient réuni auparavant plus de 1 000 personnes).

Les bonzes avaient bien évidemment saboté cette manifestation et, dès que des grévistes et des militants du comité de soutien commencèrent à scander : « S.C.P.C. solidarité » et « S.C.P.C. en lutte », ils sont partis parce que, pour eux, la grève était finie et qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de soutenir la lutte des grévistes S.C.P.C. La manifestation échoua.

QUE CELA SERVE DE LEÇON !

Les traîtres à la classe ouvrière, les révisionnistes qui dirigent le P.C. » F. et la C.G.T., il ne faut pas les traiter avec des égards sous prétexte qu'ils ont encore de l'influence dans la classe ouvrière, il faut au contraire les démasquer et les dénoncer sans relâche, comme l'ont toujours fait les marxistes-léninistes.

Ce que montre les luttes dures des ouvriers de la S.C.P.C., du Joint Français, des Nouvelles Galeries de Thionville, etc., c'est que la combativité de la classe ouvrière est sans cesse grandissante et que ni les mercenaires de la bourgeoisie (C.R.S., gardes mobiles et autres flics) ni ses commis du P.C. » F. et de la C.G.T. n'en viendront à bout.

Ces grèves sont autant de coups de boutoirs à l'édifice miné de la société capitaliste.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE, CLASSE OUVRIERE CONTRE BOURGEOISIE CAPITALISTE !

Correspondant « H.R. ».

Entreprise Coignet (Aulnay-sous-Bois)

Depuis vendredi 9 juin, les 250 travailleurs de l'usine Coignet, Aulnay-sous-Bois sont en grève. Les grévistes réclament :

- Augmentation générale et uniforme des salaires de 0,60 F de l'heure ;
- Le 13^e mois ;
- La 5^e semaine de congés payés ;
- L'application intégrale de la

Convention Collective avec mensualisation correspondante ;

- Participation patronale effective aux repas de la cantine ;
- Renouvellement du contrat à l'A.P.A.S. (Association Paritaire d'Action Sociale de la Construction) ;
- Majoration des heures de nuit de 50 % ou suppression du travail de nuit ;
- Pas de salaire inférieur à 1.000 francs pour 40 heures ;
- Paiement des heures de grève.

Depuis des années ces revendications en particulier étaient restées sans réponse. C'est pourquoi les organisations syndicales avaient convoqué les travailleurs de l'usine à une assemblée générale le vendredi 9, afin de les informer des propositions faites par la direction de l'usine.

Ces propositions étant ridicules, à l'unanimité, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève illimitée, jusqu'à ce que satisfaction leur soit accordée.

Depuis ce jour, la grève est unanime. Tous les services de l'usine sont dans l'action, aussi bien les ouvriers, les employés que les agents de maîtrise.

Le vendredi 9 la direction proposait 4 %, le lundi 40 centimes à partir du 1^{er} juillet, c'est dire qu'elle essaye de manœuvrer et de diviser les travailleurs. A chaque fois les grévistes ont renouvelé leurs revendications et exigé leur satisfaction intégrale.

Les travailleurs de chez Coignet sont bien décidés à vaincre. Mais face aux revendications des travail-

leurs, la direction Coignet reste intransigeante et tente de briser la grève par des provocations. Le 16 juin vers 16 heures une dizaine de provocateurs à la solde du patron ont brisé les grilles de l'usine pour faire sortir un tracteur, avec un pla-

teau chargé et un semi-remorque. Dans leur lutte les grévistes ont besoin du soutien, de l'aide et de la solidarité de tous les travailleurs.

Les grévistes sont décidés à vaincre !

Correspondant H.R.

Entreprise Ferrovière (Toulouse)

L'entreprise Ferrovière qui compte parmi ses gros actionnaires Chaban-Delmas, est un négrier. Elle embauche 180 ouvriers pour les louer à l'A.P.C. (Azote et Produits Chimiques). Ceux-ci sont essentiellement affectés aux travaux d'ensilage - expédition (Service I). Tous les 3 mois le patron licencie et réembauche (d'après la loi un intérimaire ne doit pas travailler plus de 3 mois dans la même entreprise ; dans notre cas il s'agit pour le patron d'un détournement de la loi, un de plus !). Certains camarades ont ainsi plus de 20 ans de boîte. Plus de 20 ans de travail pour un salaire et des avantages inférieurs à ceux de l'A.P.C.

Unis autour de la revendication : « EMBAUCHE IMMEDIATE DE TOUS A L'A.P.C. », français et immi-

grés, jeunes et anciens du Service I, (Ferrovière et A.P.C.) se sont mis en grève, mardi 20, à 100 % et avec piquet. La grève ne cessera que lorsque tous seront embauchés. Nous connaissons déjà les manœuvres de la direction A.P.C. : n'embaucher qu'une partie pour diviser l'ensemble. C'est là qu'il ne faudra pas céder.

Lors d'une assemblée générale réunissant 500 travailleurs de l'A.P.C. ceux-ci se sont prononcés pour une grève de 24 h, à partir du vendredi 23 reconductible de 24 h en 24 h, en solidarité (sans oublier leurs propres revendications).

Nous vous tiendrons au courant de la poursuite et des acquis de la grève Ferrovière et A.P.C.

Correspondant H.R.

UNE ETUDE D'UN INTERET CAPITAL POUR LES CHEMINOTS HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S.N.C.F.

Comportant toutes les explications critiques et techniques sur les salaires à la S.N.C.F., avec tableaux et graphiques à l'appui.

- 16 p. de format 21 x 27
- L'exemplaire : . . . 2 F
- + Frais d'exp. 0,35 F

Règlement par moyens à votre convenance, à notre adresse ou par l'intermédiaire de nos diffuseurs.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

CLASSE CONTRE CLASSE

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ETABLISSEMENTS NEYRMC à Grenoble :

La grève d'une centaine de manutentionnaires, engagée depuis 4 semaines se poursuit pour une augmentation mensuelle des salaires de 200 F pour tous. La direction a mis en lock-out 425 ouvriers. Unité d'action pour nos revendications !

USINE S.A.S.A. à Masey :

Les 200 ouvriers de l'usine SASAA (taxiphone, taximètres, distributeurs de boissons et de tickets de métro) sont en grève illimitée depuis le 13 juin pour leurs revendications : augmentation des salaires, 400 F de prime de vacances, 400 F de prime de fin d'année.

SOCIÉTÉ SATOR à St-Rambert-d'Albon :

Depuis le 15 juin, les 20 travailleurs de la station B.P. de l'autoroute à St-Rambert-d'Albon sont en grève. Ils sont en lutte pour la réintégration d'un de leur camarade, pour un salaire minimum garanti à 1 000 F pour 40 h par semaine, la majoration des heures de nuit de 25 %, la majoration des dimanches et jours de fête à 100 %.

CODER à Marseille (Bouche-du-Rhône) :

Les 1500 travailleurs en grève depuis le 14 juin poursuivent leur lutte pour le succès de leurs revendications.

Perpignan :

Victoire aux ateliers Renault

La grève a duré du 5 juin au 12 juin et a réussi. Elle a touché le personnel horaire.

EXAMINONS D'ABORD QUELLES EN FURENT LES RAISONS

La revendication générale était l'augmentation globale et uniforme de 12 %, déjà formulée en février, mais sans aboutir parce qu'il n'y avait pas eu de grève.

D'autre part, il y avait aussi une grande disparité dans la grille des salaires des ouvriers des ateliers de réparation de la Régie Renault de Toulouse et ceux de Perpignan. Un P3 de Perpignan gagnait 6 F de l'heure en moyenne alors qu'un P3 de Toulouse gagnait de 8,30 F à 8,50 F de l'heure.

L'objectif qui comprenait donc une augmentation uniforme pour tous et non une augmentation différente suivant les catégories fut mobilisateur.

COMMENT SE DÉROULA

LA GREVE ?

Les ouvriers arrêtaient le travail pour appuyer les délégués du personnel dans leur discussion avec le patron.

Il y eut ensuite une assemblée générale de tous les ouvriers pour étudier les propositions du patron, ce dernier proposant un réajustement des salaires s'ils reprenaient le travail.

Mais, à ce moment-là, les ouvriers réunis en assemblée générale exigèrent l'augmentation générale et uniforme de 9 % à partir du 1^{er} juillet qui, ajoutés aux 3 % de janvier, représentaient les 12 %. Le patron refusa...

Et c'est ainsi que se succédèrent d'une façon ininterrompue les assemblées générales des ouvriers en même temps que se tenaient les réunions des délégués du personnel avec le patron. Mais comme le patron refusait toujours d'accorder les 9 % immédiatement, la grève continua.

« La journée d'action » de la CGT et CFDT à Paris sud-est (SNCF)

Le syndicat C.G.T. demandait à tous les cheminots de se réunir pour discuter des formes de lutte pour cette journée.

Qu'est-ce qui a été décidé à la base : pas de grève, et en définitive tous les cheminots de Paris-Lyon ont refusé de rentrer dans le bluff des directions syndicales. Même le Mistral a roulé et c'est en général le premier en grève. Quelques échos sur mon chantier : « On a déjà fait ça le 7 et ça n'a rien donné, on va pas recommencer des conneries sans arrêt ».

« Ce qu'il faut c'est une action dure avec tous les cheminots devant les portes et des traverses pour blo-

quer le passage et riposter aux flics ».

« D'accord mais il faut que ça soit nous qui décidions et qu'on se fasse pas doubler par les pontes comme l'an dernier ».

Les travailleurs sont conscients, ils savent bien que les grévistes-bidon de Ségué ne leur amènent rien. Ils veulent lutter classe contre classe, car ils savent que c'est le seul moyen d'obtenir quelque chose.

Malgré les Ségué et compagnie qui tentent de bloquer la soupape, la pression monte chez les cheminots et un jour ça sautera.

Correspondant H.R.

QUELLE FORME PRIIT-ELLE ?

Il faut d'abord spécifier que c'était la première grève faite par les ouvriers depuis que l'atelier existe. Et par ailleurs, les méthodes employées étaient différentes des formes habituelles.

Tout d'abord, la grève sortit du cercle de l'entreprise vers l'extérieur. Il y eut une mobilisation générale des ouvriers qui participèrent à la distribution massive de tracts à d'autres entreprises et à travers toute la ville.

De plus, les mots d'ordre : « Finir l'exploitation, Augmentation des salaires... » furent affichés à l'extérieur de l'usine.

Enfin, il y eut une présence totale et permanente de tous les ouvriers durant toute la journée.

QUELS EN FURENT LES RESULTATS ?

Au bout d'une semaine de grève dans la cohésion la plus complète, les ouvriers ont obtenu définitivement les 12 % revendiqués.

La grève a réussi essentiellement pour deux raisons :

— Parce que toutes les revendications concrètes et bien posées, tous les moyens de lutte ont été définis et adoptés par la base, qui, à son tour, a élevé peu à peu sa conscience de classe.

— Parce que toutes ces revendications uniformes reflétaient l'intérêt général des ouvriers, entraînant ainsi tout le personnel dans la grève.

Et c'est cette unité, cette entente, cette solidarité de tous les ouvriers qui ont abouti au succès de la lutte et au triomphe des revendications.

Tels sont quelques enseignements simples, concrets et politiques que tous les ouvriers marxistes-léninistes devraient généraliser pour faire aboutir les revendications de la classe ouvrière.

Les Amis de « L'Humanité Rouge » de Perpignan.

Dernière minute :

HUTCHINSON A CHATELLERAULT

(Suite de l'article de la page 20)

A partir du vendredi, la trahison de la CGT se laisse deviner ; concrètement, cela s'est d'abord traduit par l'absence du piquet de grève dans la nuit du samedi à dimanche, et la présence, dès minuit et demi dans la nuit de dimanche à lundi, d'un piquet anti-grève (afin que la « liberté du travail » soit garantie : disons-le clairement, afin de laisser rentrer les jaunes !). Cela allait de pair avec la publication dans les journaux locaux d'un communiqué (cité précédemment) appelant à un vote à bulletin secret, pour ou contre la reprise du travail.

Lundi matin : la sinistre mascarade commence vraiment.

La CGT propose un vote sur la reprise du travail : les ouvrières et ouvriers réagissent vivement en criant : « Non à la reprise du travail. » La CGT organise alors « son vote » : « Que ceux qui veulent voter passent à droite » : 25 personnes se rangent aux côtés du bonze ! Ils votent, et comme par hasard, pour la reprise et, sous les huées des grévistes présentes (180), les « nouveaux jaunes » rentrent dans l'usine, drapeau rouge de la CGT en tête ! Les réflexions dans les rangs ouvriers sont amères : « C'est sûrement parce qu'ils n'ont pas trouvé de drapeau jaune, ou blanc. »

Des cartes CGT sont déchirées, d'autres préfèrent la déchirer plus tard en expiquant leur geste au délégué CGT.

Cette trahison a durement touché les grévistes : lundi après-midi, un certain découragement envahissait les grévistes.

Mardi après-midi, des ouvrières ont repris le travail, le reste des grévistes reprenant le mercredi matin.

Le patron a profité de la situation

et a déclaré qu'il refusait de négocier « vu le comportement des grévistes » (ils avaient barré les grilles à l'aide de chaînes pour ne pas laisser entrer les jaunes, les flics ont été appelés pour les ouvrir).

Judi : communiqué CGT se terminant par « et qu'on ne nous parle plus de trahison vu que l'ensemble des travailleurs de Hutchinson a repris le travail » !

Pendant ce temps, 4 membres de la CFDT décident de commencer une grève de la faim. Elle se poursuit actuellement.

Cette grève met en lumière la nécessité d'organiser de solides piquets de grève, afin d'interdire l'entrée aux jaunes, d'élire un comité de grève devant rendre des comptes à tout instant, d'occuper les usines.

Quand nous disons que 26 personnes sont rentrées, il va de soi que nous ne comptons pas ceux qui sont rentrés par diverses portes, déjà écartées par les diverses manœuvres démobilisatrices.

Depuis, dans l'usine, l'atmosphère est dégueulasse, les petits chefs n'arrivent pas de lancer des piques aux ouvrières. Des syndicalistes de base (CGT) ont mis leurs délégués en quarantaine !

Bilan sur les revendications : — 3,5 % à partir d'octobre, au lieu des 10 % ; — le retard n'est plus, dans la production journalière, à rattraper (c'est un point insignifiant).

Par contre : — les cadences augmentent à partir du lundi 26 juin ; — l'atmosphère dans l'usine est encore pire qu'avant.

Correspondant H.R.

O. R. T. F. :

Un succès des travailleurs dans la lutte pour le droit de grève

Deux monteuses film ont fait grève 24 heures le 7 juin (à l'appel du S.N.R.T.-C.G.T.) et 8 heures le 14 juin (à l'appel de l'Intersyndicale) pour faire échec au démantèlement de l'Office. Leur grève a eu pour résultat la suppression de leur émission (« La tuile à loups ») prévue le samedi 24 juin au soir. Car elles ont résisté courageusement aux pressions et au chantage du patron et... du réalisateur, Jacques Ertaud. Ceux-ci avaient en tête de leur faire, par tous les moyens (la carotte et le bâton...), les 32 heures supplémentaires (4 « jours » de travail de plus dans la semaine !) nécessaires à la finition du film.

Au moment où le gouvernement de la bourgeoisie monopoliste vient de faire voter par son Parlement le projet Malaud visant, entre autres, à SUPPRIMER LE DROIT DE GREVE à l'O.R.T.F. (voir H.R. n° 147 et 153) pour tenter d'abattre la résistance des travailleurs de l'Office à son démantèlement, ceux-ci n'entendent plus laisser passer la moindre atteinte à leur droit de grève. La riposte unitaire et rapide des sections C.G.T. et C.F.D.T. des monteuses film en témoigne.

Comme partout, à l'O.R.T.F., quand les travailleurs se mettent en grève c'est pour toucher le patron.

➤ A la S.N.C.F. ils stoppent les trains, à la R.A.T.P. ils arrêtent le métro et les bus, à l'E.G.F. ils coupent la distribution de courant électrique et de gaz. A l'O.R.T.F. les émissions prévues ne passent pas. Et la presse bourgeoise d'entonner le grand chœur du « public encore victime » et de verser ses flots de calomnies sur les grévistes (L'Aurore affirme que « la monteuse est partie en vacances », Le Figaro parle d'« une affaire grotesque », Le Monde dit qu'il n'y avait que « 3 heures supplémentaires à faire »...).

Mais le public, c'est les travailleurs : ils ne se laisseront pas dupper par ces mensonges, ils sauront faire échec aux tentatives de division. Ils savent que « Qui dit lutte, dit sacrifice » et qu'il n'est pas question de vendre leur droit de grève pour un plat de lentilles ou une « tuile à loups ».

BAS LES PATTES DEVANT LE DROIT DE GREVE !

HALTE AU DEMANTELEMENT DE L'O.R.T.F. !

Correspondant H.R.

P.S. Nous rappellerons que la Direction n'a pas pris tant d'égard envers le public quand elle a purement et simplement interdit la diffusion d'un reportage sur la Rép. Pop. d'Albanie.

VIETNAM :

L'avance inexorable d'un peuple en armes

Le Vietnam est à l'heure actuelle le plus grand champ de bataille qu'on ait jamais vu dans toute l'histoire de l'humanité. La férocité avec laquelle les U.S.A. s'acharnent sur ce petit pays démontre à elle seule que l'héroïque offensive des forces patriotiques vietnamiennes est loin d'être terminée, quoi qu'en disent la Maison-Blanche et Thieu, son pantin désarticulé. De source officielle américaine, plus de 80 % des bombardements ont lieu au Sud du 17^e parallèle : c'est l'aveu que la puissance des FAPL est restée intacte et que leur offensive se poursuit. Si les FAPL était cette « armée en déroute » ayant « échoué » dans tous ses objectifs comme le raconte Thieu (qui révéle tout haut), serait-il nécessaire de lui déverser quotidiennement 2 à 3 000 tonnes de bombes ?

Serait-il besoin de lui opposer plus de la moitié de tous les B 52 dont disposent les USA (200 sur 390), affaiblissant par là, comme l'a reconnu un porte-parole de la Maison-Blanche, le potentiel défensif du territoire U.S. ? La réponse va de soi !

LES SOUBRESAULTS D'UN FAUVE
BLESSE A MORT

L'impérialisme américain, comme tout impérialisme, ne connaît qu'une loi : la force la plus brutale, la terreur la plus barbare. Blessé à mort au cours de la récente offensive des FAPL, il recourt aux moyens les plus barbares pour tenter de sortir du borborygme. Les bombardements ordonnés par Nixon au Nord Vietnam sont les plus importants et les plus meurtriers jamais enregistrés. Nixon déploie un arsenal diabolique : bombes soufflantes, perforantes, au laser, containers à billes, etc. Des containers de gaz C.S. sont largués sur les villages, Eglises, hôpitaux, écoles, rien n'est épargné. Mais surtout, à la veille de la saison des pluies, les américains sont en train de préparer un véritable génocide en tentant d'ébranler, par des « bombardements indirects » (et parfois directs) les digues qui, sur un réseau de 4 000 km, protègent 15 millions de vietnamiens du Nord (sur 20 millions). Le camarade Vo Van Sung, délégué général de la R.D.V. en France, a lancé le 22 juin un appel à l'opinion mondiale :

- Au nom du peuple vietnamien, la délégation de la R.D.V. en France condamne avec force les actes de génocide extrêmement barbares de l'administration Nixon qui constituent les attaques systématiques contre les digues et les ouvrages hydrauliques au Vietnam du Nord, les dénonce vigoureusement et alerte l'opinion française et mondiale sur le crime extrêmement grave non seulement à l'encontre du peuple vietnamien mais de l'humanité tout entière que l'administration Nixon est en train de commettre. Le peuple vietnamien appelle les peuples du monde, les organisations internationales, les travailleurs scientifiques du monde, à agir à temps en vue d'arrêter la main sanglante des agresseurs américains et d'exiger énergiquement qu'ils mettent fin aux bombardements contre les digues et les ouvrages hydrauliques, ainsi qu'à tout acte de guerre contre le peuple vietnamien. -

Le crime ainsi perpétré est parfaitement prémédité et organisé : les avions yankees déversent des tonnes de bombes à billes sur les paysans et les étudiants venus réparer les digues endommagés.

L'impérialisme montre ainsi son vrai visage. Depuis le début de la guerre du Vietnam, la quantité de bombes lâchées par les américains sur ce petit pays dépassent la quantité de bombes larguées sur tous les théâtres d'opération dans le monde lors de la seconde guerre mondiale. Ces trois derniers mois, 600 000 tonnes de bombes et d'explosifs divers ont été larguées.

Et cela, pour quel résultat ? Aucun pour Nixon. Il sème la désolation et les ruines, mais il ne récolte que la défaite, car il ne peut entamer d'un iota la force indestructible du peuple vietnamien qui veut vivre libre et indépendant.

DES DIFFICULTÉS
INSURMONTABLES POUR NIXON

Le Nihan Dân constatait récemment : « Nos difficultés sont passagères, celles de l'ennemi sont insurmontables. » Les difficultés engendrées par le minage des ports, par les bombardements intensifs, les vietnamiens les résoudront, parce qu'ils disposent du trésor d'ingéniosité de tout un peuple en lutte, parce qu'ils savent que la victoire est proche. Par contre, l'impérialisme américain ne pourra surmonter les difficultés qu'il rencontre au Vietnam : essuyant échec sur échec, il est irrémédiablement engagé sur la voie de la défaite militaire et politique totale. En 1968, les Américains disposaient au Vietnam de 1 200 000 soldats, dont plus de 500 000 GI's. L'offensive généralisée déclenchée cette année-là par les forces du FNL a fait voler en éclat le corps expéditionnaire U.S. Les U.S.A. furent repensés leur politique. Retirant progressivement les GI's (qui d'ailleurs ne veulent plus se battre), ils mettent en place la « vietnamisation » de la guerre, c'est-à-dire une armée fantoche de 1 000 000 de vietnamiens, pour la plupart enrôlés de force, une armée sur-équipée, mais qui a encore moins envie de se battre que les GI's !

Cette « nouvelle politique » a lamentablement échoué avec la récente offensive du F.N.L. dont le but principal était de porter un coup mortel à la « vietnamisation ». C'est chose faite ! Les troupes fantoches sont complètement désorganisées, elles n'ont nulle part l'offensive, des unités entières se mutinent et passent avec armes et bagages du côté des patriotes. L'appareil de coercition de Thieu est détruit dans de nombreux villages et dans des provinces entières.

Après l'échec de la « Vietnamisation », Nixon, ne pouvant engager de nouveau des GI's, a choisi d'intensifier la guerre aérienne. 560 avions sont venus renforcer les 480 déjà engagés. Mais la guerre aérienne a déjà prouvé, du temps de Johnson, qu'elle ne peut réussir. Il n'y a plus qu'une issue pour les Américains : la défaite !

Après l'échec de la « Vietnamisation », Nixon, ne pouvant engager de nouveau des GI's, a choisi d'intensifier la guerre aérienne. 560 avions sont venus renforcer les 480 déjà engagés. Mais la guerre aérienne a déjà prouvé, du temps de Johnson, qu'elle ne peut réussir. Il n'y a plus qu'une issue pour les Américains : la défaite !

L'OFFENSIVE DES PATRIOTES
SE POURSUIT

La preuve, c'est que l'offensive du FNL se poursuit avec succès. Les zones libérées s'étendent, notamment, et c'est important, aux alentours de Saigon : ces jours derniers, 10 villages se sont libérés dans la province de Binh Long (au Nord de Saigon), la province de Phuoc-Tuy (à l'Est de la capitale) est à moitié libérée. An-Loc et Kontum sont toujours encerclées et les fantoches constamment harcelés dans ces régions. Dans le Delta, où les fantoches ne peuvent plus envoyer de renforts, les FAPL ont partout l'initiative.

Au Vietnam, la guerre de partisans s'est transformée en guerre de mouvement, avec participation d'unités

régulières. Ce sont ces unités régulières, blindées en tête, qui ont donné un coup mortel aux troupes fantoches et qui ont libéré des grandes villes comme Quang-Tri. Ces unités régulières n'ont pas disparu, comme le raconte la presse bourgeoise. Certaines sont restées dans les provinces du nord du pays, d'autres font mouvement. Elles peuvent apparaître d'un jour à l'autre dans le Delta.

LE REGIME THIEU
AU BORD DE L'ABIME

Fortement ébranlé sur le plan militaire, le régime de Thieu traverse une crise politique sans précédent. Malgré la terreur fasciste, l'opposition grandit dans les villes. A Hué, 2 000 personnes ont été déportées dans les bagnes de Poulo Condor et de l'île de Phi Quoc. A Saigon, 32 mouvements pacifistes ont protesté contre l'enrôlement forcé. Des bonzes, des employés, des étudiants se prononcent maintenant en faveur des 10 points du G.R.P. (retrait total des américains et arrêt des bombardements, formation d'un gouvernement de concorde nationale).

La guerre de résistance du peuple vietnamien, bien qu'elle soit encore dure et âpre, n'a jamais été devant des perspectives aussi radieuses qu'aujourd'hui. Tôt ou tard, l'impérialisme US sera contraint d'accepter les propositions du G.R.P. Notre devoir sacré, à nous travailleurs français, est de soutenir activement le peuple vietnamien afin d'avancer l'heure de la victoire.

Yankees nazis hors du Vietnam !
Le peuple vietnamien vaincra !

Collège de France

UN CRIMINEL DE GUERRE US MIS A LA PORTE

Que s'est-il donc passé au Collège de France ? Gell-Mann, éminent physicien américain, prix Nobel, « invité du Collège de France » a été mis à la porte du Collège.

Voici comment les choses se sont passées.

Gell-Mann était donc invité à venir exposer les résultats de ses récentes recherches dans le domaine de la physique nucléaire. Gell-Mann est un habitué du Collège. Il en est à sa troisième conférence. Les jeunes chercheurs et chercheurs-stagiaires de la Faculté d'Orsay avaient enfin pu réunir les preuves de la véritable PRINCIPALE activité de Gell-Mann.

Gell-Mann est membre du « President Science Advisory Committee », l'organisme de consultation scientifique le plus proche de Nixon, et il a été entre autres activités de 1961 à 1970, membre de la « Division Jason » de l'« Institute for Defense Analysis » (I.D.A.). Cette division Jason a effectué plusieurs missions en Indochine (dont l'une en été 1966) afin de mettre au point un équipement technologique de pointe : techniques de défoliation, système de vision nocturne, émetteurs-récepteurs reliés à des émetteurs en Thaïlande, bombes guidées au laser, etc., bref, tout un équipement permettant une guerre plus subtile et plus meurtrière contre les peuples indochinois. Ces « éminentes personnalités scientifiques » de la division Jason travaillèrent en pleine collaboration avec la C.I.A. et le Pentagone. Gell-Mann y fut très actif, proposa même la création au sein de l'I.D.A. d'une section de Sciences Humaines (pour connaître mieux les

« mœurs » des populations afin de mieux les anéantir). Gell-Mann a reconnu lui-même que cette activité était fort bien payée et a utilisé l'audience dont il bénéficie auprès de jeunes chercheurs américains, ainsi que la réclame du « bon salaire » pour y entraîner, ou essayer d'y entraîner, de nombreux jeunes scientifiques.

Voici ce qu'ils ont fait.

1) Le 13 juin 1972 à 17 heures, Gell-Mann entre dans l'amphithéâtre de physique pour y donner sa troisième conférence ; il est présenté par le Professeur Prenky.

A l'initiative du Collectif Intersyndical « Vietnam - Laos - Cambodge » d'Orsay, des questions précises lui sont immédiatement posées, au sujet de ses activités récentes au sein du Pentagone et de sa grande efficacité dans l'élaboration d'armes toujours plus meurtrières contre l'Indochine.

Après 30 minutes de harcèlement, il finit par quitter l'amphi, hébergé par son hôte dans le laboratoire de physique nucléaire, où il tient sa « conférence » devant une dizaine de « fidèles scientifiques purs et apolitiques ».

2) Le lendemain, 14 juin à la même heure, Gell-Mann ose se représenter dans le même amphi pour y causer de sa belle théorie. Mais cette fois, tous les travailleurs du Collège ont été alertés ; ils l'attendent de pied ferme avec ceux d'Orsay et de la Halle au Vin (plus de cent personnes). Les questions reprennent. « Gell-Mann, tu ne sortiras pas si tu ne réponds pas ». C'est alors que les mandarins entrent réellement en scène. Un prof d'Orsay bouscule un

gars qui « tient la porte ». Mais ça résiste. Wolf, administrateur du Collège arrive ; avec Perrin, il arrive à la rescousse de Gell-Mann. « On ne peut pas faire ça à un invité du Collège ! ».

Les travailleurs et jeunes chercheurs répliquent que le Collège n'a pas décidé d'inviter Gell-Mann, qu'eux n'ont pas été consultés. Wolf ne se dégonfle pas. C'est « l'autorité » du Collège qui a invité Gell-Mann. Perrin lui s'affole. C'est surtout le côté « violation de la vieille hospitalité française » qui semble l'affoler. On lui demande alors s'il aurait invité en 40, un scientifique nazi à venir parler au Collège de science théorique ». Il bafouille en guise de réponse. « Mais on ne savait pas qui était Gell-Mann, on ne l'invitera plus, on vous le promet ». « Mais maintenant qu'il est là l'hospitalité prime », bien sûr... D'autres mandarins s'approchent de Gell-Mann, causent avec lui, tandis que de tout l'amphi continuent à fuser de nouvelles questions embarrassantes aussi bien pour les hôtes que pour l'invité. Le blocage des portes est renforcé. Gell-Mann et les mandarins sont pris dans la souricière.

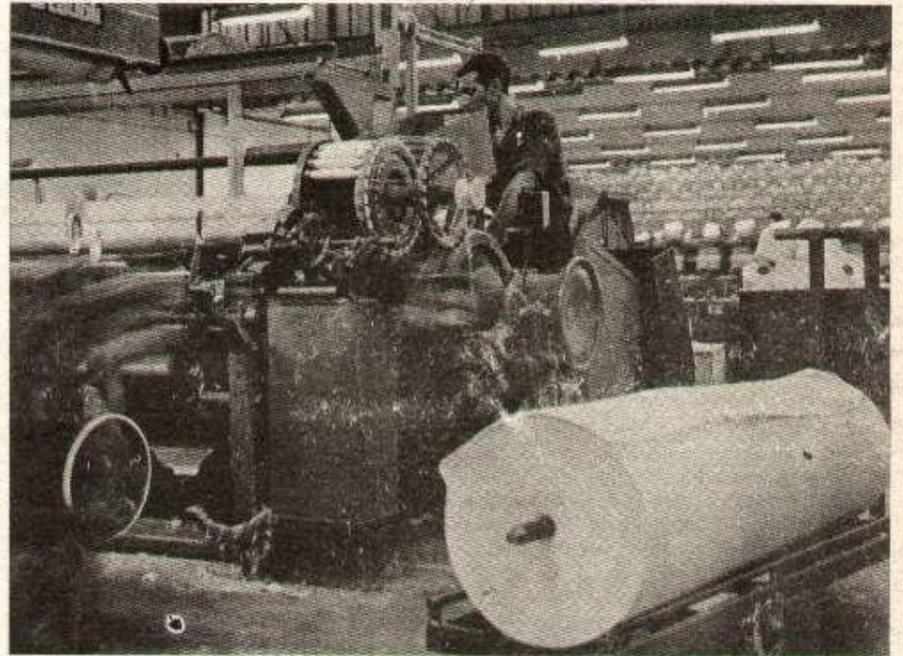
Devant le mutisme narquois de Gell-Mann et la lâcheté complice des mandarins du Collège, les travailleurs et jeunes chercheurs « fauteurs de trouble » décident d'expulser l'indésirable jusqu'à la rue.

On ouvre les portes ; Wolf en profite pour tenter un dernier coup : entraîner Gell-Mann dans son labo. Mais tous sont vigilants. Gell-Mann est poussé vers la rue sous les huées : « Dehors ! Gell-Mann ! FNL vaincra ! »

L'ALGERIE, 10 ANS APRES



A l'époque coloniale, la terre n'appartenait pas à ceux qui la travaillait. Aujourd'hui la réforme agraire est commencée.



A l'époque coloniale, les richesses de l'Algérie ne profitaient qu'aux colonisateurs. Aujourd'hui l'industrie en formation est conçue pour servir le peuple algérien.



A l'époque coloniale, ces enfants n'auraient jamais trouvé place dans une école. Dans l'Algérie de 1972 ils sont scolarisés, et de plus apprennent à lire et écrire leur langue nationale, l'arabe.



A l'époque coloniale, le peuple algérien ne bénéficiait d'aucun soin. Aujourd'hui l'organisation sanitaire est en plein développement.



A l'époque coloniale, les jeunes filles n'avaient aucun avenir devant elles. Aujourd'hui elles peuvent poursuivre leurs études et participer dans la joie à l'avenir de leur nation.



A l'époque coloniale, ces immeubles d'Algérie auraient été réservés aux « européens ». Ce sont aujourd'hui des familles algériennes qui les habitent.